

Samir AMIN

L' IMPERIALISME, PASSE ET PRESENT

OBSERVATIONS LIMINAIRES

Proposer une vision d'ensemble du système mondial implique d'évidence une sélection sévère parmi les multiples angles d'attaque possibles des analyses et, entre autre, de mettre en avant les relations de domination/subordination, de concurrence et de complémentarité entre les différents Etats et régions dont est composé ce système global. L'exercice est donc toujours dangereux et fait courir le risque de négliger l'importance des dynamiques internes propres à chacune de ces composantes nationales et régionales.

Beaucoup des vastes panoramas dressés entre autre par « l'économie politique internationale » (un courant de pensée et d'analyses qui ne s'est cristallisé que relativement récemment) ont ce défaut qui, en dépit de la valeur et de l'importance incontestables des conclusions proposées, en réduit considérablement la portée. Je ne doute pas que les auteurs des meilleures de ces tableaux de l'histoire sont tout à fait conscients de l'importance des dynamiques internes propres aux sociétés concernées sans toujours négliger leur articulation aux dynamiques globales. Je suis davantage critique du paradigme sur lequel ces études se fondent : celui de considérer les Etats comme constituant une catégorie en soi, indépendamment du contenu spécifique qui définit l'Etat aux stades successifs de l'histoire universelle. Partant, ces études traitent avec la même méthode les rapports entre Etats tribaux, Etats dynastiques et Etats du capitalisme, c'est-à-dire fondamentalement des adversaires au sein du système des Etats, et rien que cela.

Le paradigme de « l'économie-monde » (Wallerstein, Arrighi, Frank et moi-même) fait courir le même risque : celui de transformer les déterminations globales dominantes, s'imposant aux dynamiques internes nationales et régionales, en « loin de l'histoire », négligeant par là même les renversement de parcours possibles produits par les transformations internes (pour le meilleur, renouvelant les capacités autonomes d'agir d'une société ou pour le pire en la plongeant dans la régression).

L'option qui est la mienne est de restituer à l'articulation dynamique globale/dynamiques locales (elles mêmes spécifiques pour chaque grande étape de l'histoire) toute la centralité qui, à mon humble avis, caractérise l'histoire de l'humanité, la rend « impossible » dans le moyen et long terme sinon dans l'immédiat, ou tout au moins affecte les « prévisions » de coefficients de probabilité plutôt faibles que forts, me conduisant à conclure qu'il n'y a pas de « lois de l'histoire » antérieures à l'histoire elle-même. « Tout » n'est certainement pas possible, mais « beaucoup » l'est, comme au demeurant Marx nous le rappelle en affirmant que ce sont les hommes qui font leur histoire, bien qu'ils la fassent dans des conditions qui l'imposent à eux. J'ai moi-même défini la modernité par la cristallisation de cette conscience nouvelle qui se substitue aux aliénations antérieures (« Dieu fait l'histoire ») ou à celle par la suite proposée à l'idéologie dominante du capitalisme (« l'économie fait l'histoire »). Je précise néanmoins que les pages qui suivent placent l'accent sur les dynamiques globales, en se contentant de rappeler ce qu'elles supposent aux plans locaux, lesquels ne sont pas exclusivement contraints de s'y « ajuster », mais peuvent tout au moins bien et inversement contraindre le global à « s'ajuster » aux exigences de transformations imposées par la dynamique du local. Je crois devoir le rappeler ici au lecteur, parce que l'analyse proposée n'est pas centrée sur celle des dynamiques internes mais y fait seulement allusion. Dans le texte qui suit le lecteur verra que j'ai donné une importance décisive à ces dynamiques internes pour deux des centres majeurs du système moderne (l'Europe et la Chine) : l'avenir du système global dépendra largement des changements internes possibles et propres à ces deux régions qui pourraient amorcer une évolution au-delà « de l'impérialisme ».

Cette option est nécessairement celle de ceux qui se proposent non seulement de tenter de mieux connaître la réalité, mais encore d'agir pour la transformer. L'action, pour être efficace, doit pouvoir devenir celle des « masses en mouvement » et celles-ci se cristallisent en forces historiques d'abord aux plans définis par la structure des sociétés composantes de la société mondiale. Ces structures sont celles de modes de production définis, des structurations de classes qui en découlent, des cristallisations idéologiques et politiques par lesquelles ces réalités simultanément conflictuelles et complémentaires s'expriment. Les conflits internes – sociaux et politiques – déterminent les politiques (économiques et autres) qui s'imposent aux Etats. Par là même ils pèsent lourd sur les options concernant les stratégies que les Etats déploient dans les champs de la réalité mondialisée.

L'Etat est et demeurera encore fort longtemps l'acteur principal qui occupe le devant de la scène, surplombe les réalités nationales (les conflits et les « équilibres » - solides ou fragiles – qui en découlent), et apparaît dans le système mondial comme l'agent actif de son façonnement par excellence. De ce fait beaucoup des analyses proposées concernant le système mondial traitent en fait les Etats comme des unités homogènes et stables, ce qu'ils ne sont pas.

La préoccupation de s'inscrire dans l'action politique transformatrice – qui est la mienne – implique qu'on donne toute leur importance aux transformations internes possibles et souhaitables à l'intérieur de ces Etats. Cette préoccupation fait courir également un autre risque, celui de négliger (ou de sous estimer) la puissance à travers laquelle le cadre global impose des limites aux transformations internes souhaitées. Les forces politiques majeures autres que celles qui ont opté pour la « gestion du système tel qu'il est » - qu'elles soient dites « réformistes » ou « révolutionnaires », « socialistes », « communistes », « ou nationalistes » au bon ou au mauvais sens des termes – sont forcément fondées sur d'abord l'action au sein des Etats et définissent ensuite leurs options « extérieures » en fonction des exigences de la progression de leur projet local. De ce fait elles sont fortement tentées de « simplifier » leurs analyses du système-monde et de formuler leurs expressions idéologiques dans des termes qui sous-estiment la puissance des dynamiques globales. Beaucoup des partis communistes (à travers lesquels se sont exprimés les « marxismes historiques »), mais tout autant des partis socialistes et de ceux issus des mouvements de libération nationale ont essuyé des échecs graves du fait de cette sous estimation. Au plan de la réflexion théorique, le paradigme de « l'économie monde » est venu précisément pour corriger la fixation abusive sur les dynamiques locales et mettre en avant les logiques globales qui les encadrent et en fixent les limites.

Le désarroi qui caractérise notre moment alimente et s'alimente d'une invitation à l'inaction. La rhétorique dite « post moderniste » mérite son nom : elle abandonne ce qu'elle considère comme l'illusion de la modernité (les êtres humains font leur histoire). Résultat de facto (même s'il n'est pas voulu par tous les « post modernistes ») : renouveau des aliénations nauséabondes et réactionnaires (prétendues religieuses ou ethniques) ! L'inaction se déguise parfois en proposition « d'action » au niveau mondial, substitué aux niveaux nationaux, déclarés impuissants du fait prétendu que les Etats auraient évacué la scène. Erreur fatale : le « libéralisme » lui-même – qui le prétend – est le produit de politiques d'Etat. L'Etat est aujourd'hui l'agent d'exécution nécessaire au service exclusif des segments dominants du capital (précisément ceux qui sont « mondialisés »), comme il a été (et peut redevenir à nouveau) celui d'autres coalitions de forces sociales (tel est le sens de la démocratie). L'action proposée au « niveau mondial » se résume alors à une collection de « petites actions » au ras du sol – d'ajustement et de réparation de quelques dégâts – promues par une constellation « d'ONG » qui se prétendent constituer la « société civile ». Jamais plus de politique (toujours rejetée avec horreur), donc entre autre recul du potentiel de démocratisation (renforcé à son tour par les nouvelles aliénations). Plus de « luttes de classes » (« ringardes » évidemment). On devrait pourtant se souvenir que toute cette rhétorique a été inventée aux Etats-Unis (on doit savoir que les « think tanks » inspirés par la CIA en ont été les initiateurs), précisément

comme substitut à la démocratie, réduite alors à la mascarade dite électorale et pluripartiste. Drapé dans cette idéologie de la passivité Negui proclame avec une arrogance extrême que « l'Empire » est le « manifeste de l'alter mondialisme ». Ce n'est en réalité que le manifeste de la droite intelligente qui s'emploie à coopter « l'alter mondialisme » pour en annihiler le potentiel transformateur de la réalité.

Le titre choisi pour les pages qui suivent (l'impérialisme –passé et présent) fait directement référence à la thèse centrale qui est la mienne, à savoir que l'expansion globale du capitalisme a été impérialiste à toutes les étapes de son histoire et le demeure pour tout l'avenir visible (tant que le système demeurera pour l'essentiel fondé sur la logique du capitalisme). C'est un point de vue qui est rarement celui des analystes du système global (de la « mondialisation »). C'est entre autre la raison pour laquelle les transformations du système sont généralement lues comme la résultante exclusive des rapports entre dominants (les « grandes puissances »), ce qui conforte le préjugé occidental-centrique. Par là même la réflexion exclut de son champ d'observation la plus grande majorité des peuples de la planète (70 à 80 %) et s'interdit de ce fait de proposer quoi que ce soit qui puisse réellement « changer le monde » (le vrai, dans sa totalité).

L'interaction dynamique interne (d'ajustement ou de confrontation)/dynamique globale (du capitalisme impérialiste) a produit ce que j'appelle des cultures politiques différenciées. Elle a produit entre autre les cultures politiques de la soumission aux exigences du capitalisme (le libéralisme étatsuniens en est la meilleure expression) et celles de la remise en question des rapports sociaux fondamentaux propres au capitalisme, produites par les trois grandes révolutions des temps modernes (la française, la russe et la chinoise). La construction d'une « alternative » au système du monde actuel doit partir de la relecture – critique et autocritique – de ce que les forces politiques qui se sont revendiquées de ces révolutions (et les marxismes historiques en font partie) en ont déduit en matière de stratégies d'action. Elle implique la cristallisation d'une nouvelle culture politique de gauche à la hauteur du défi.

L' IMPERIALISME, STADE PERMANENT DU CAPITALISME MONDIALISE REELLEMENT EXISTANT

La confusion entretenue dans le discours dominant entre le concept « d'économie de marché » et celui de capitalisme est à la source d'un affaiblissement dangereux de la critique adressée aux politiques mises en œuvre. Le « marché », qui fait référence par nature à la concurrence, n'est pas le « capitalisme », dont le contenu est précisément défini par les limites à la concurrence que le monopole de la propriété privée y compris oligopolistique (de certains, à l'exclusion des autres donc) implique. Le "marché" et le capitalisme constituent deux concepts distincts. Le capitalisme réellement existant est le contraire même de ce qu'est le marché imaginaire.

Par ailleurs, le capitalisme envisagé abstraitement comme mode de production, est fondé sur un marché intégré dans ses trois dimensions (marché des produits du travail social, marché des capitaux, marché du travail). Mais le capitalisme considéré comme système mondial réellement existant est fondé sur l'expansion mondiale du marché dans ses deux premières dimensions seulement, la constitution d'un véritable marché mondial du travail étant exclue par la persistance des frontières politiques d'Etat, en dépit de la mondialisation économique, toujours tronquée de ce fait. Pour cette raison le capitalisme réellement existant est nécessairement polarisant à l'échelle mondiale et le développement inégal qu'il fonde devient la contradiction grandissante la plus violente qui ne peut être surmontée dans le cadre de la logique du capitalisme.

Les « centres » sont le produit de l'histoire. Celle-ci a permis, en certaines régions du système capitaliste la constitution d'une hégémonie bourgeoise nationale et d'un Etat qu'on qualifiera également de capitaliste national. Bourgeoisie et Etat bourgeois sont ici inséparable ; et seul l'idéologie « libérale » peut, contre toute réalité, parlé d'une économie capitaliste en faisant abstraction de l'Etat. L'Etat bourgeois est national lorsqu'il maîtrise le procès de l'accumulation, dans les limites de contraintes extérieures, certes, mais lorsque ces contraintes sont fortement relativisées par sa propre capacité à réagir à leur action, voire, à participer à leur façonnement.

Quant aux « périphéries », elles sont définies simplement négativement : ce sont les régions qui, dans le système capitaliste mondial, ne se sont pas érigées en centres. Ce sont donc les pays et régions qui ne maîtrisent pas localement le procès de l'accumulation, lequel est, dès lors, façonné principalement par les contraintes extérieures. Les périphéries ne sont pas, de ce fait, « stagnantes », bien que leur développement ne soit pas similaire à celui qui caractérise les centres aux étapes successives de l'expansion globale du capitalisme. La bourgeoisie et le capital local ne sont pas nécessairement absents de la scène sociale et politique locale, et les périphéries ne sont pas synonymes de « sociétés précapitalistes ». Mais l'existence formelle de l'Etat n'est pas synonyme d'Etat capitaliste national, même si la bourgeoisie locale contrôle largement cet appareil, pour autant qu'elle ne maîtrise pas le procès d'accumulation.

L'impérialisme n'est donc pas un stade - fut-il suprême - du capitalisme. Il est, dès l'origine, immanent à son expansion. La conquête impérialiste de la planète par les Européens et leurs enfants nord américains s'est déployée en deux temps et en amorce peut être un troisième.

Le premier moment de ce déploiement dévastateur de l'impérialisme s'est organisé autour de la conquête des Amériques, dans le cadre du système mercantiliste de l'Europe atlantique de l'époque. Les dévastations de ce premier chapitre de l'expansion capitaliste mondiale (génocide des Indiens, traite négrière) ont produit - avec retard - les forces de libération qui en ont remis en question les logiques qui les commandaient. La première révolution du continent a été à la fin du XVIIIe siècle celle des esclaves de Saint Domingue (Haïti aujourd'hui), suivie plus un siècle plus tard par la révolution mexicaine des années 1910 de ce siècle, et cinquante après par celle de Cuba. Et si je ne signale ici ni la fameuse « révolution américaine », ni celle des colonies espagnoles qui l'a rapidement suivi, c'est parce qu'il ne s'agissait ici que d'un transfert du pouvoir de décision des métropoles aux colons pour faire la même chose, poursuivre le même projet avec encore plus de brutalité - sans avoir à en partager les profits avec les "mères patries" d'origine.

Le second moment de la dévastation impérialiste s'est construit sur la base de la révolution industrielle et s'est manifesté par la soumission coloniale de l'Asie et de l'Afrique. « Ouvrir les marchés », s'emparer des ressources naturelles du globe, en constituaient les motivations réelles, comme chacun le sait aujourd'hui.. L'agression impérialiste a produit à nouveau les forces qui en ont combattu le projet : les révolutions socialistes (de la Russie, de la Chine, pas par hasard toujours situées dans les périphéries victimes de l'expansion impérialiste et polarisante du capitalisme réellement existant) et les révolutions de libération nationale. Leur victoire a imposé un

demi siècle de répit - l'après deuxième guerre mondiale - qui a pu nourrir l'illusion qu'enfin le capitalisme - contraint de s'y ajuster - parvenait à se civiliser.

Nous sommes aujourd'hui confronté à l'amorce du déploiement d'une troisième vague de dévastation du monde par l'expansion impérialiste, encouragée par l'effondrement du système soviétique et des régimes du nationalisme populiste du tiers monde. Les objectifs du capital dominant sont toujours les mêmes - le contrôle de l'expansion des marchés, le pillage des ressources naturelles de la planète, la surexploitation des réserves de main d'œuvre de la périphérie - bien qu'ils opèrent dans des conditions nouvelles et par certains aspects fort différentes de celles qui caractérisaient la phase précédente de l'impérialisme.

Le legs du XXe siècle : le Sud face à la nouvelle mondialisation

1. Pendant la « période de Bandung » (1955-1975) les Etats du tiers monde avaient mis en œuvre des politiques de développement à vocation autocentrée (réelle ou potentielle), à l'échelle nationale presque exclusivement, précisément en vue de réduire la polarisation mondiale (de « rattraper »). Le résultat du succès inégal de ces politiques a été de produire un tiers monde contemporain fortement différencié.

En tout état de cause, même là où les progrès de l'industrialisation ont été les plus marqués, les périphéries contiennent toujours de gigantesques "réserves", entendant par là que des proportions variables mais toujours très importantes de leur force de travail sont employées (quand elles le sont) dans des activités à faible productivité. La raison en est que les politiques de modernisation - c'est à dire les tentatives de « rattrapage » - imposent des choix technologiques eux mêmes modernes (pour être efficaces, voire compétitifs), lesquels sont extrêmement coûteux en termes d'utilisation des ressources rares (capitaux et main d'œuvre qualifiée). Cette distorsion systématique est encore aggravée chaque fois que la modernisation en question est assortie d'une inégalité grandissante dans la répartition du revenu. Dans ces conditions le contraste entre les centres et les périphéries demeure violent. Dans les premiers cette réserve passive, qui existe, demeure minoritaire (variable selon les moments conjoncturels, mais sans doute presque toujours inférieure à 20 %) ; dans les seconds elle est toujours majoritaire.

2. Dans l'hypothèse où les tendances dominantes en cours demeurent la force active principale commandant l'évolution du système à la fois dans son ensemble et dans ses différentes parties composantes, comment pourrait alors évoluer les rapports entre ce que je définirai comme l'armée active du travail (l'ensemble des travailleurs engagés dans des activités compétitives sur le marché mondial, au moins potentiellement) et la réserve passive (les autres, c'est à dire non seulement les marginalisés et les chômeurs mais également ceux employés dans des activités à faible productivité, condamnés à la paupérisation) ?

(i) Dans les centres il sera probablement impossible de reconstituer durablement une armée de réserve importante et de recentrer les activités sur celles reliées aux cinq monopoles (définis plus loin). Le système politique de la triade ne le permet guère. D'une manière ou d'une autre des explosions violentes feront alors bifurquer le mouvement hors des sentiers tracés par l'option néo-libérale (de ce fait non tenable), soit à gauche dans la direction de nouveaux compromis sociaux progressistes, soit à droite dans celle de national populisme fascisants.

(ii) Dans les périphéries, même les plus dynamiques, il sera impossible que l'expansion des activités productives modernisées puisse absorber les gigantesques réserves logées dans les activités à faible productivité, pour les raisons invoquées plus haut. Les périphéries dynamiques resteront donc des périphéries, c'est à dire des sociétés traversées par toutes les contradictions majeures produites par la juxtaposition d'enclaves modernisées (fussent-elles importantes) entourées d'un océan peu modernisé, ces contradictions favorisant leur maintien en position subalterne, soumise aux cinq monopoles des centres. La thèse (entre autres développée par les révolutionnaires chinois) que seul le socialisme peut répondre aux problèmes de ces sociétés reste vraie, si l'on entend par socialisme non une formule achevée et prétendue définitive, mais un mouvement articulant la solidarité de tous, mis en œuvre par des stratégies populaires assurant le transfert graduel et organisé de l'océan des réserves vers les enclaves modernes par des moyens civilisés ; cela exige la déconnexion, c'est à dire la soumission des rapports extérieurs à la logique de cette étape nationale et populaire de la longue transition.

J'ajoute que la notion de « compétitivité » est galvaudée dans le discours dominant qui la traite comme un concept micro-économique (c'est la vision, myope, du chef d'entreprise), alors que ce sont les systèmes productifs (historiquement nationaux) dont l'efficacité d'ensemble donne aux entreprises qui les constituent la capacité compétitive dont il est question.

A partir des observations et réflexions proposées ici, on voit que le monde, au delà de la triade centrale, est constitué de trois strates de périphéries.

* Première strate : les pays ex socialistes, la Chine, la Corée, Taiwan, l'Inde, le Brésil, le Mexique qui sont parvenus à construire des systèmes productifs nationaux (donc potentiellement « compétitifs » sinon réellement).

* Deuxième strate : les pays entrés dans l'industrialisation mais non parvenus à créer des systèmes productifs nationaux : pays arabes, Afrique du Sud, Iran, Turquie, pays d'Amérique latine. Il y a là parfois des établissements industriels « compétitifs » (notamment par leur main d'œuvre à bon marché), mais pas de systèmes compétitifs.

* Troisième strate : les pays non entrés dans la révolution industrielle (en gros les ACP). Ils ne sont éventuellement « compétitifs » que dans les domaines commandés par des avantages naturels : mines, pétrole, produits agricoles tropicaux.

Dans tous les pays des deux premières strates, les réserves « passives » n'ont pu être absorbées et varient de 40 % (Russie) à 70 % (Inde, Chine). En Afrique, quart mondialisée, cette proportion est évidemment proche ou supérieure à 90 %. Parler, dans ces conditions, d'un objectif stratégique de "compétitivité" c'est se gargariser de mots qui ne veulent rien dire.

Les nouveaux monopoles des centres

La position d'un pays dans la pyramide mondiale est définie par le niveau de la compétitivité de ses productions sur le marché mondial. Je prétends que la « compétitivité » en question est le produit complexe d'un ensemble de conditions opérant dans le champ d'ensemble de la réalité – économique, politique et sociale –. Dans ce cadre les rapports asymétriques centres/périphéries construits par le

déploiement de l'impérialisme sont fondés sur les « monopoles » dont les centres sont les bénéficiaires. Ceux-ci sont particuliers et propres à chacune des phases successives de la mondialisation du capitalisme impérialiste.

Durant le siècle et demi qui s'étend de la révolution industrielle (début du XIX^e siècle) au terme du cycle qui suit la seconde guerre mondiale (vers 1970-1980) ce monopole était celui de l'industrie. Le contraste centres/périphéries était alors pratiquement synonyme de contraste pays industrialisés/pays non industrialisés. Une forme particulière de la loi de la valeur mondialisée (que je distingue de la loi de la valeur « en général ») définie par ce contraste gouvernait alors la reproduction du système dans son ensemble.

On comprend que, dans ces conditions, les mouvements de libération nationale des périphéries se soient proposés – dans le but de « rattraper » - l'objectif de l'industrialisation de leurs pays. Parvenant à l'imposant par leur victoire et contraignant l'impérialisme à s'y ajuster, la page de l'ancienne forme de l'impérialisme était tournée.

Cela ne signifiait nullement que les périphéries étaient effectivement engagées dans un processus de « rattrapage » comme l'idéologie du développement le proclamait. Car les centres se reconstituaient par la mise en place de « nouveaux monopoles » face à l'industrialisation des périphéries.

Dans ce combat inégal, les centres mettent en œuvre ce que j'appelle leurs « cinq monopoles » articulant l'efficacité de leurs actions. Ces cinq nouveaux monopoles interpellent donc la théorie sociale dans sa totalité, et sont, à mon avis :

(i) Les monopoles dont bénéficient les centres contemporains dans le domaine de la technologie ; des monopoles qui exigent des dépenses gigantesques, que seul l'Etat – le grand et riche Etat – peut envisager de soutenir. Sans ce soutien – que le discours libéral passe toujours sous silence – et singulièrement le soutien aux dépenses militaires, la plupart de ces monopoles ne pourraient être maintenus.

(ii) Les monopoles opérant dans le domaine du contrôle des flux financiers d'envergure mondiale. La libéralisation de l'implantation des institutions financières majeures opérant sur le marché financier mondial a donné à ces monopoles une efficacité sans précédent. Il n'y a pas encore longtemps la majeure fraction de l'épargne dans une nation ne pouvait circuler que dans l'espace – généralement national – commandé par ses institutions financières. Aujourd'hui il n'en est plus de même : cette épargne est centralisée par l'intervention d'institutions financières dont le champ d'opération est désormais le monde entier. Elles constituent le capital financier, le segment le plus mondialisé du capital. Il reste que ce privilège est assis sur une logique politique qui fait accepter la mondialisation financière. Cette logique pourrait être remise en cause par une simple décision politique de déconnexion, fut-elle limitée au domaine des transferts financiers. Par ailleurs les mouvements libres du capital financier mondialisé opèrent dans des cadres définis par un système monétaire mondial fondé sur le dogme de la libre appréciation de la valeur des devises par le marché (conformément à une théorie selon laquelle la monnaie serait une marchandise comme les autres) et sur la référence au dollar comme monnaie universelle de facto. La

première de ces conditions est sans fondement scientifique et la seconde ne fonctionne que faute d'alternative. Une monnaie nationale ne peut remplir les fonctions d'une monnaie internationale d'une manière satisfaisante que si les conditions de la compétitivité internationale produisent un excédent structurel d'exportation du pays dont la devise remplit cette fonction, assurant le financement par ce pays de l'ajustement structurel des autres. C'était le cas au XIXe siècle de la Grande Bretagne. Ce n'est pas le cas des Etats Unis aujourd'hui qui, au contraire, financent leur déficit par leurs emprunts qu'ils imposent aux autres. Ce n'est pas non plus le cas des concurrents des Etats Unis, les excédents du Japon et de l'Europe étant sans commune mesure avec les besoins financiers que l'ajustement structurel des autres exige. Dans ces conditions la mondialisation financière, loin de s'imposer « naturellement » est au contraire d'une fragilité extrême. A court terme elle n'engendre qu'une instabilité permanente et non pas la stabilité nécessaire pour que les processus d'ajustement puissent opérer efficacement.

(iii) Les monopoles opérant dans l'accès aux ressources naturelles de la planète. Les dangers que l'exploitation insensée de ces ressources font désormais courir à la planète, et que le capitalisme – qui est fondé sur une rationalité sociale à court terme sans plus – ne peut surmonter, renforcent la portée du monopole des pays déjà développés, qui s'emploient à simplement éviter que leur gaspillage ne s'étende aux autres.

(iv) Les monopoles opérant dans les champs de la communication et des médias qui non seulement uniformisent par le bas la culture mondiale qu'ils véhiculent, mais encore ouvrent des moyens nouveaux à la manipulation politique. L'expansion du marché des médias modernes est déjà l'une des composantes majeures de l'érosion du concept et de la pratique de la démocratie en Occident même.

(v) Enfin les monopoles opérant dans le domaine des armements de destruction massive. Limité par la bipolarité de l'après guerre, ce monopole est à nouveau l'arme absolue dont la diplomatie américaine se réserve seule l'usage, comme en 1945. Si la « prolifération » comporte des dangers évidents de dérapage, à défaut d'un contrôle mondial démocratique d'un désarmement vraiment global il n'y a pas d'autre moyen par lequel ce monopole inacceptable peut être combattu.

Pris ensemble ces cinq monopoles définissent le cadre dans lequel la loi de la valeur mondialisée s'exprime. Loin d'être l'expression d'une rationalité économique « pure », qu'on pourrait détacher de son cadre social et politique, la loi de la valeur est l'expression condensée de l'ensemble de ces conditionnements. Je soutiens ici que ces conditionnements annulent la portée de l'industrialisation des périphéries, dévaluent le travail productif incorporé dans ses productions tandis qu'elles surévaluent la prétendue valeur ajoutée attachée aux activités par lesquelles opèrent les monopoles nouveaux au bénéfice des centres. Ils produisent donc une nouvelle hiérarchie dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale, plus inégale que jamais, subalternisent les industries de la périphéries et les réduisent au statut d'activités de sous traitance. La polarisation trouve ici son fondement nouveau appelé à commander ses formes d'avenir.

LA GEOPOLITIQUE DE L'IMPERIALISME CONTEMPORAIN

1. Du conflit permanent des impérialismes à l'impérialisme collectif

Dans son déploiement mondialisé l'impérialisme s'était toujours conjugué au pluriel, depuis ses origines (le XVI^e siècle) jusqu'en 1945. Le conflit des impérialismes, permanent et souvent violent, a occupé de ce fait une place aussi décisive dans la transformation du monde que la lutte de classes à travers laquelle s'expriment les contradictions fondamentales du capitalisme. Au demeurant luttes sociales et conflits des impérialismes s'articulent étroitement et c'est cette articulation qui commande le parcours du capitalisme réellement existant. Je signale également que l'analyse que j'ai proposée à cet égard se sépare largement de celle de la « succession des hégémonies ».

La seconde guerre mondiale s'est soldée par une transformation majeure concernant les formes de l'impérialisme : la substitution d'un impérialisme collectif associant l'ensemble des centres du système mondial capitaliste (pour simplifier la « triade » : les Etats Unis et leur province extérieure canadienne, l'Europe occidentale et centrale, le Japon) à la multiplicité des impérialismes en conflit permanent. Cette forme nouvelle de l'expansion impérialiste est passée par différentes phases de son développement, mais elle est bien toujours présente. Le rôle hégémonique éventuel des Etats Unis, dont il faudra alors préciser les bases comme les formes de son articulation au nouvel impérialisme collectif, doit être situé dans cette perspective.

Les Etats Unis ont tiré un bénéfice gigantesque de la seconde guerre mondiale, qui avait ruiné ses principaux combattants – l'Europe, l'Union soviétique, la Chine et le Japon. Ils étaient donc en position d'exercer leur hégémonie économique : ils concentraient plus de la moitié de la production industrielle du monde d'alors et avaient l'exclusivité des technologies nouvelles qui allaient façonner le développement de la seconde moitié du siècle. De surcroît ils avaient l'exclusivité de l'arme nucléaire – la nouvelle arme « absolue ». C'est pourquoi je situe la coupure qui annonce l'après guerre non à Yalta comme on le dit le plus souvent (à Yalta les Etats Unis n'avaient pas encore l'arme) mais à Postdam (quelques jours avant le bombardement de Hiroshima et de Nagasaki). A Postdam le ton américain a changé : la décision d'engager ce qui allait devenir la « guerre froide » était prise par eux.

Ce double avantage absolu a été néanmoins érodé dans un temps relativement bref (deux décennies), par le double rattrapage, économique pour l'Europe capitaliste et le Japon, militaire pour l'Union soviétique. On se souviendra que ce recul relatif de la puissance des Etats Unis a alimenté à l'époque une floraison de discours sur « le déclin américain », et même la montée des hégémonismes alternatifs à venir (l'Europe, le Japon, plus tard la Chine ...).

La formation d'un impérialisme collectif constitue-t-elle une transformation qualitative « définitive » (non conjoncturelle) ? Implique-t-elle forcément un « leadership » des Etats Unis d'une manière ou l'autre ?

2. Le projet de la classe dirigeante des Etats Unis : étendre la doctrine Monroe à toute la Planète

Ce projet, que je qualifierai sans grande hésitation de démesuré, démentiel même, et de criminel par ce qu'il implique, n'est pas né dans la tête du Président Bush junior, pour être mis en œuvre par une junte d'extrême droite parvenue au pouvoir par une sorte de coup d'Etat, à la suite d'élections douteuses.

Il est le projet que la classe dirigeante des Etats Unis nourrit depuis 1945 et dont elle ne s'est jamais départie, même si, d'évidence, sa mise en œuvre est passée par des hauts et des bas, a connu quelques vicissitudes et a été ici et là mise en échec, et n'a pu être poursuivie avec la cohérence et la violence que celle-ci implique que dans certains moments conjoncturels comme le nôtre, suite à l'effondrement de l'Union soviétique.

Il n'est pas difficile de connaître les objectifs et les moyens du projet des Etats Unis. Ils sont l'objet d'un grand étalage dont la vertu principale est la franchise, quand bien même la légitimation des objectifs serait-elle toujours noyée dans un discours moralisateur propre à la tradition américaine. La stratégie globale américaine vise cinq objectifs : (i) neutraliser et asservir les autres partenaires de la triade (l'Europe et le Japon) et minimiser la capacité de ces Etats d'agir à l'extérieur du giron américain ; (ii) établir le contrôle militaire de l'OTAN et "latino-américaniser" les anciens morceaux du monde soviétique ; (iii) contrôler sans partage le Moyen Orient et ses ressources pétrolières ; (iv) démanteler la Chine, s'assurer la subordination des autres grands Etats (Inde, Brésil) et empêcher la constitution de blocs régionaux qui pourraient négocier les termes de la globalisation ; (v) marginaliser les régions du Sud qui ne représentent pas d'intérêt stratégique.

Le projet a toujours donné un rôle décisif à sa dimension militaire. Il a été conçu après Potsdam comme je l'ai rappelé, fondé sur le monopole nucléaire. Très rapidement les Etats Unis ont mis en place une stratégie militaire globale, partagé la Planète en régions et affecté la responsabilité du contrôle de chacune d'elles à un « US Military Command ». Je renvoie à ce que j'ai écrit sur ce sujet avant même l'effondrement de l'URSS, et sur la position prioritaire occupée par le Moyen Orient dans cette vision stratégique globale. L'objectif n'était pas seulement « d'encercler l'URSS » (et la Chine), mais tout également de disposer des moyens faisant de Washington le maître en dernier ressort de toutes les régions de la planète. Autrement dit d'étendre à toute la Planète la doctrine Monroe, qui effectivement donne aux Etats Unis le « droit » exclusif de gérer l'ensemble du Nouveau Monde conformément à ce qu'ils définissent comme leurs « intérêts nationaux ».

L'instrument privilégié de l'offensive hégémoniste est donc militaire. Cette hégémonie, qui garantirait à son tour celle de la triade sur le système mondial, exigerait donc que leurs alliés acceptent de naviguer dans le sillage américain, comme la Grande Bretagne, et le Japon en reconnaissent la nécessité sans états d'âme, pas même « culturels ». Mais du coup les discours dont les politiciens européens abreuvant leurs auditoires – concernant la puissance économique de l'Europe – perdent toute portée réelle. En se situant exclusivement sur le terrain des disputes mercantiles, sans projet propre, l'Europe est battue d'avance. On le sait bien à Washington.

Le projet implique que la « souveraineté des intérêts nationaux des Etats Unis » soit placé au dessus de tous les autres principes encadrant les comportements politiques considérés comme des moyens « légitimes » ; il développe une méfiance systématique à l'égard de tout droit supranational.

La classe dirigeante des Etats Unis proclame sans retenue aucune qu'elle ne « tolèrera » pas la reconstitution d'une puissance économique et militaire quelconque capable de mettre en question son monopole de domination de la Planète, et s'est donnée, à cette fin, le droit de conduire des « guerres préventives ». Trois adversaires potentiels principaux sont visés ici.

En premier lieu la Russie, dont le démembrement, après celui de l'URSS, constitue désormais un objectif stratégique majeur des Etats Unis. La classe dirigeante russe ne paraissait pas l'avoir compris, jusqu'ici. Elle semblait convaincue qu'après avoir « perdu la guerre », elle pourrait « gagner la paix », comme cela l'a été pour l'Allemagne et le Japon. Elle oubliait que Washington avait besoin du redressement de ses deux adversaires de la seconde guerre mondiale, précisément pour faire face au défi soviétique. La conjoncture nouvelle est différente, les Etats Unis n'ayant plus de concurrent sérieux. Leur option est alors de détruire définitivement et complètement l'adversaire russe défait. Poutine l'a-t-il compris et amorce-t-il une sortie de la Russie de ses illusions ?

En second lieu la Chine, dont la masse et le succès économique inquiètent les Etats Unis dont l'objectif stratégique reste ici également le démembrement de ce grand pays.

L'Europe vient en troisième position dans cette vision globale des nouveaux maîtres du monde. Mais ici l'establishment nord américain ne paraît pas inquiet, tout au moins jusqu'à ce jour. L'atlantisme inconditionnel des uns (la Grande Bretagne, mais aussi les nouveaux pouvoirs serviles de l'Est), les « sables mouvants du projet européen » (point sur lequel je reviendrai), les intérêts convergents du capital dominant de l'impérialisme collectif de la triade, contribuent à l'effacement du projet européen, maintenu dans son statut de « volet européen du projet des Etats Unis ». La diplomatie de Washington était parvenue à maintenir l'Allemagne dans son sillage la réunification et la conquête de l'Europe de l'Est ont même semblé renforcer cette alliance : l'Allemagne serait encouragée à reprendre sa tradition de « poussée vers l'Est » (le rôle joué par Berlin dans le démembrement de la Yougoslavie par la reconnaissance hâtive de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie en a été une expression et, pour le reste, invité à naviguer dans le sillage de Washington. Renversement de la vapeur en cours ? La classe politique allemande paraît hésitante et peut être divisée quant à ses choix de stratégie. L'alternative à l'alignement atlantiste – qui semble avoir le vent en poupe – appelle, en contrepoint, un renforcement d'un axe Paris-Berlin-Moscou qui deviendrait alors le pilier le plus solide d'un système européen indépendant de Washington.

3. La gestion économique et politique du nouveau système impérialiste et du leadership des Etats Unis

Les instruments de cette gestion ont été mis en place au lendemain de la seconde guerre mondiale et progressivement aménagés pour répondre aux exigences du déploiement impérialiste et renforcés par de nouvelles créations.

Les principaux de ces instruments sont, pour ce qui concerne le volet de la gestion économique du système, l'OMC, la Banque mondiale et le FMI et, pour ce qui concerne son volet politique et militaire l'OTAN et le G7/G8.

L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a été conçue très exactement pour renforcer les « avantages comparatifs » du capital transnational et leur donner une légitimité. Les « droits de propriété industrielle et intellectuelle » ont été formulés de manière à pérenniser les monopoles des transnationales, garantir leurs superprofits et créer des obstacles supplémentaires à toute tentative d'industrialisation autonome des périphéries. De la même manière le projet de l'OMC de « libéraliser » l'agriculture réduit à néant les politiques de sécurité alimentaire des pays du Sud et condamne à la misère des centaines de millions de leurs paysans. La logique qui commande ces options est celle de la surprotection systématique des monopoles du Nord. Telles est la réalité. Le discours par contre, centré sur les « avantages » du commerce libre et de l'accès au marché, n'est donc que discours de propagande au sens vulgaire du terme, c'est à dire mensonge. On retrouve cette même logique dans le projet de l'OMC de faire avancer une « loi internationale des affaires » (international business law) et de lui donner la prééminence sur toutes les autres dimensions de la loi, nationale et internationale. Le projet scandaleux de l'AMI (Accord Multilatéral pour les Investissements), concocté en secret par l'OCDE, participe de cette logique.

La fonction des autres institutions internationales est simplement de conforter les stratégies définies par le G7. Tel est le cas de la Banque Mondiale, pompeusement qualifiée de « think tank » chargé de formuler les stratégies de développement, en fait guère plus qu'une sorte de Ministère de la Propagande du G7 responsable de la rédaction des discours tandis que les décisions économiques importantes sont prises dans le cadre de l'OMC et que la direction politique et militaire des affaires est confiée à l'OTAN. Le Fonds Monétaire - FMI - est plus important, quoique moins qu'on ne le prétende souvent. Le système des changes flexibles ayant été adopté comme règle générale, et la gestion des relations entre les devises majeures (le dollar, l'euro-mark, le yen) échappant au FMI, cette institution n'est guère qu'une sorte d'Autorité Monétaire Coloniale, dont la gestion est assurée par l'impérialisme collectif de la Triade.

L'ensemble de ces institutions – et singulièrement le G7 et l'OTAN - sont appelés à être substitués à l'ONU pour constituer les instruments majeurs du nouvel « ordre » mondial, celui de l'apartheid à l'échelle mondiale. Dans cette perspective l'ONU et les institutions qui constituent sa « famille » doivent être domestiquées, marginalisées, voire démantelées.

4. Impérialisme collectif de la triade et hégémonisme des Etats Unis : leur articulation et leurs contradictions

Le monde d'aujourd'hui est militairement unipolaire. Simultanément des fractures semblent se dessiner entre les Etats Unis et certains des pays européens pour ce qui concerne la gestion politique d'un système mondialisé désormais aligné dans son ensemble sur les principes du libéralisme, en principe tout au moins. Ces fractures sont-elles seulement conjoncturelles et de portée limitée, ou annoncent-elles des changements durables ? Il faudra donc analyser dans toute leur complexité à la fois les logiques qui commandent le déploiement de la phase nouvelle de l'impérialisme collectif (les rapports Nord-Sud dans le langage courant) et les objectifs propres du projet des Etats Unis. Dans cet esprit j'aborderai succinctement et successivement cinq séries de questions.

- *Concernant la nature des évolutions qui ont pu conduire à la constitution du nouvel impérialisme collectif*

Je suggère ici que la formation du nouvel impérialisme collectif trouve son origine dans la transformation des conditions de la concurrence. Il y a encore quelques décennies les grandes firmes livraient leurs batailles concurrentielles pour l'essentiel sur les marchés nationaux, qu'il s'agisse de celui de Etats Unis (le plus grand marché national au monde) ou même sur ceux des Etats européens (en dépit de leur taille modeste, ce qui les désavantageait par rapport aux Etats Unis). Les vainqueurs des « matches » nationaux pouvaient se produire en bonne position sur le marché mondial. Aujourd'hui, la taille du marché nécessaire pour l'emporter au premier cycle de matches approche des 500-600 millions de « consommateurs potentiels ». La bataille doit donc être livrée d'emblée sur le marché mondial et gagnée sur ce terrain. Et ce sont ceux qui l'emportent sur ce marché qui s'imposent alors et de surcroît sur leurs terrains nationaux respectifs. La mondialisation approfondie devient le cadre premier de l'activité des grandes firmes. Autrement dit dans le couple national/mondial les termes de la causalité sont inversés : autrefois la puissance nationale commandait la présence mondiale, aujourd'hui c'est l'inverse. De ce fait les firmes transnationales, quelle que soit leur nationalité, ont des intérêts communs dans la gestion du marché mondial. Ces intérêts se superposent aux conflits permanents et mercantiles qui définissent toutes les formes de la concurrence propres au capitalisme, quelles qu'elles soient.

La solidarité des segments dominants du capital transnationalisé de tous les partenaires de la triade est réelle, et s'exprime par leur ralliement au néo-libéralisme globalisé. Les Etats Unis sont vus dans cette perspective comme les défenseurs (militaires si nécessaire) de ces « intérêts communs ». Il reste que Washington n'entend pas « partager équitablement » les profits de son leadership. Les Etats Unis s'emploient au contraire à vassaliser leurs alliés, et dans cet esprit ne sont prêts à consentir à leurs alliés subalternes de la triade que des concessions mineures. Ce conflit d'intérêts du capital dominant est-il appelé à s'accuser au point d'entraîner une rupture dans l'alliance atlantique ? Pas impossible, mais peu probable.

- *Concernant la place des Etats Unis dans l'économie mondiale*

L'opinion courante, est que la puissance militaire des Etats Unis ne constituerait que le sommet de l'iceberg, prolongeant une supériorité de ce pays dans tous les domaines, notamment économiques, voire politiques et culturels. La soumission à l'hégémonisme auquel il prétend serait donc de ce fait incontournable.

Je prétends, en contrepoint que, dans le système de l'impérialisme collectif les Etats Unis ne disposent pas d'avantages économiques décisifs, le système productif des Etats Unis est loin d'être « le plus efficace du monde ». Au contraire presque aucun de ses segments ne serait certain de l'emporter sur ses concurrents sur un marché véritablement ouvert comme l'imaginent les économistes libéraux. En témoigne le déficit commercial des Etats Unis qui s'aggrave d'année en année, passé de 100 milliards de dollars en 1989 à 500 en 2002. De surcroît ce déficit concerne pratiquement tous les segments du système productif. La concurrence entre Ariane et les fusées de la Nasa, Airbus et Boeing témoigne de la vulnérabilité de l'avantage américain. Face à l'Europe et au Japon pour les productions de haute technologie, à la Chine, à la Corée et aux autres pays industrialisés d'Asie et d'Amérique latine pour les

produits manufacturés banals, à l'Europe et au cône sud d'Amérique latine pour l'agriculture, les Etats Unis ne l'emporteraient probablement pas sans le recours à des moyens « extra économiques » qui violent les principes du libéralisme imposés aux concurrents !

En fait les Etats Unis ne bénéficient d'avantages comparatifs établis que dans le secteur des armements, précisément parce que celui-ci échappe largement aux règles du marché et bénéficie du soutien de l'Etat. Sans doute cet avantage entraîne-t-il quelques retombées pour le civil (Internet en constitue l'exemple le plus connu), mais il est également à l'origine de distorsions sérieuses qui constituent des handicaps pour beaucoup de secteurs productifs.

L'économie nord américaine vit en parasite au détriment de ses partenaires dans le système mondial. Le monde produit, les Etats Unis (dont l'épargne nationale est pratiquement nulle) consomment. « L'avantage » des Etats Unis est celui d'un prédateur dont le déficit est couvert par l'apport des autres, consenti ou forcé. Les moyens mis en œuvre par Washington pour compenser ses déficiences sont de nature diverses : violations unilatérales répétées des principes du libéralisme, exportations d'armements, recherche de sur-rentes pétrolières (qui supposent la mise en coupe réglée des producteurs, l'un des motifs réels des guerres d'Asie centrale et d'Irak). Il reste que l'essentiel du déficit américain est couvert par les apports en capitaux en provenance de l'Europe et du Japon, du Sud (pays pétroliers riches et classes compradore de tous les pays du tiers monde, plus pauvres inclus), auquel on ajoutera la ponction exercée au titre du service de la dette imposée à la presque totalité des pays de la périphérie du système mondial.

La croissance des années Clinton, vantée comme étant le produit du « libéralisme » auquel l'Europe aurait malheureusement trop résisté, est en fait largement factice et en tout cas non généralisable, puisqu'elle repose sur des transferts de capitaux qui impliquent la stagnation des partenaires. Pour tous les segments du système productif réel, la croissance des Etats Unis n'a pas été meilleure que celle de l'Europe. Le « miracle américain » s'est exclusivement alimenté de la croissance des dépenses produites par l'aggravation des inégalités sociales (services financiers et personnels : légions d'avocats et de polices privées etc ...). En ce sens le libéralisme de Clinton a bel et bien préparé les conditions qui ont permis l'essor réactionnaire et la victoire ultérieure de Bush fils.

Les causes qui sont à l'origine de l'affaiblissement du système productif des Etats Unis sont complexes. Elles ne sont certainement pas conjoncturelles, pouvant de ce fait être corrigées par exemple par l'adoption d'un taux de change correct, ou par la construction de rapports salaires/productivités plus favorables. Elles sont structurelles. La médiocrité des systèmes de l'enseignement général et de la formation, et le préjugé tenace favorisant systématiquement le « privé » au détriment du service public, comptent parmi les raisons majeures de la crise profonde que traverse la société des Etats Unis.

On devrait s'étonner donc que les Européens, loin de tirer les conclusions que le constat des insuffisances de l'économie des Etats Unis impose, s'activent au contraire à les imiter. Là également le virus libéral n'explique pas tout, même s'il remplit quelques fonctions utiles pour le système, en paralysant la gauche. La privatisation à outrance, le

démantèlement des services publics ne pourront que réduire les avantages comparatifs dont bénéficie encore la « vieille Europe » (comme la qualifie Bush). Mais quels que soient les dommages qu'elles occasionneront à long terme, ces mesures offrent au capital dominant, qui vit dans le court terme, l'occasion de profits supplémentaires.

- *Concernant les objectifs propres du projet des Etats Unis*

La stratégie hégémoniste des Etats Unis se situe dans le cadre du nouvel impérialisme collectif. L'objectif de cette stratégie est tout simplement d'établir le contrôle militaire des Etats-Unis sur la planète entière. Ce contrôle est le moyen par lequel Washington pourrait garantir son accès privilégié à toutes les ressources naturelles du globe, contraignant ainsi ses alliés subalternisés, la Russie, la Chine et le tiers monde dans son ensemble à se soumettre à des statuts de vassaux.

Les « économistes (conventionnels) » ne disposent pas de l'outillage analytique que leur permettrait de saisir la logique de ces objectifs. Ne les entend-on pas répéter ad nauseam que dans « la nouvelle économie » les matières premières que fournit le tiers monde sont appelées à perdre leur importance et que de ce fait celui-ci est de plus en plus marginal dans le système mondial. En contrepoint à ce discours naïf et creux (le Mein Kampf de la nouvelle administration de Washington - The Programme for a New American Century - avoue que les Etats Unis se sont donnés le droit de s'emparer de toutes les ressources naturelles de la Planète pour satisfaire en priorité les exigences de leur consommation. La course aux matières premières (le pétrole en premier lieu, mais tout autant d'autres ressources – l'eau notamment) a déjà repris toute sa virulence. D'autant que ces ressources risquent d'être raréfiées non seulement par le cancer exponentiel du gaspillage de la consommation occidentale, mais aussi par le développement de la nouvelle industrialisation des périphéries.

Par ailleurs un nombre respectable de pays du Sud sont appelés à devenir des producteurs industriels de plus en plus importants tant pour leurs marchés internes que sur le marché mondial. Importateurs de technologies, de capitaux, mais aussi concurrents à l'exportation, ils sont appelés à peser dans les équilibres économiques mondiaux d'un poids grandissant. Et il ne s'agit pas seulement de quelques pays de l'Asie de l'Est (comme la Corée), mais de l'immense Chine et, demain, de l'Inde et des grands pays d'Amérique latine. Or, loin d'être un facteur de stabilisation, l'accélération de l'expansion capitaliste dans le Sud ne peut être qu'à l'origine de conflits violents, internes et internationaux. Car cette expansion ne peut absorber, dans les conditions de la périphérie, l'énorme réserve de force de travail qui s'y trouve concentrée. De ce fait les périphéries du système demeurent la « zone des tempêtes ». Les centres du système capitalistes ont donc besoin d'exercer leur domination sur les périphéries, de soumettre leurs peuples à la discipline impitoyable que la satisfaction de ses priorités exige.

Dans cette perspective l'establishment américain a parfaitement compris que, dans la poursuite de son hégémonisme, il disposait de trois avantages décisifs sur ses concurrents européen et japonais: le contrôle des ressources naturelles du globe, le monopole militaire, le poids de la « culture anglo saxonne » par laquelle s'exprime préférentiellement la domination idéologique du capitalisme. La mise en oeuvre systématique de ces trois avantages éclaire beaucoup d'aspects de la politique des Etats Unis, notamment les efforts systématiques que Washington poursuit pour le contrôle militaire du Moyen Orient pétrolier, sa stratégie offensive à l'égard de la Corée - mettant à profit la « crise financière » de ce pays - et à l'égard de la Chine, son jeu

subtil visant à perpétuer les divisions en Europe - en mobilisant à cette fin son allié inconditionnel britannique - et à empêcher un rapprochement sérieux entre l'Union Européenne et la Russie. Au plan du contrôle global des ressources de la planète les Etats Unis disposent d'un avantage décisif sur l'Europe et le Japon. Non seulement parce que les Etats Unis sont la seule puissance militaire mondiale, et donc qu'aucune intervention forte dans le tiers monde ne peut être conduite sans eux. Mais encore parce que l'Europe (ex URSS exclue) et le Japon sont, eux, démunis des ressources essentielles à la survie de leur économie. Par exemple leur dépendance dans le domaine énergétique, notamment leur dépendance pétrolière à l'égard du Golfe, est et restera longtemps considérable, même si elle devait décroître en termes relatifs. En s'emparant - militairement - du contrôle de cette région par la guerre d'Irak les Etats Unis ont démontré qu'ils étaient parfaitement conscients de l'utilité de ce moyen de pression dont ils disposent à l'égard de leurs alliés-concurrents. Naguère le pouvoir soviétique avait également compris cette vulnérabilité de l'Europe et du Japon et certaines interventions soviétiques dans le tiers monde avaient eu pour objet de le leur rappeler, de manière à les amener à négocier sur d'autres terrains. Evidemment les déficiences de l'Europe et du Japon pourraient être compensées dans l'hypothèse d'un rapprochement sérieux Europe-Russie (« la maison commune » de Gorbatchev) C'est la raison même pour laquelle le danger de cette construction de l'Eurasie est vécu par Washington comme un cauchemar.

Le contrôle militaire de la planète constitue le moyen d'imposer en dernier ressort un « tribut » ponctionné par la violence politique, se substituant au « flux spontané » des capitaux qui compensent le déficit américain, source majeure de la vulnérabilité grandissante de l'hégémonie des Etats-Unis. L'objectif de cette stratégie n'est ni de « garantir pour tous l'ouverture égale des marchés », (ce discours de propagande est confié aux thuriféraires du néo-libéralisme) ni évidemment de faire régner partout la démocratie !

- *Concernant les conflits qui opposent, dans ce cadre, les Etats Unis et leurs partenaires de la Triade*

Si les partenaires de la Triade partagent des intérêts communs que la gestion mondiale de l'impérialisme collectif implique dans leurs relations avec le Sud, ils n'en sont pas moins dans un rapport de conflit potentiel sérieux.

La super puissance américaine vit au jour le jour grâce au flux des capitaux qui alimente le parasitisme de son économie et de sa société. La vulnérabilité des Etats Unis constitue, de ce fait, une menace sérieuse pour le projet de Washington.

L'Europe en particulier, mais le reste du monde en général, devront choisir entre l'un ou l'autre des deux options stratégiques suivantes : placer le « surplus » de leurs capitaux (« d'épargne ») dont ils disposent pour financer le déficit des Etats Unis (de la consommation, des investissements et des dépenses militaires) ; ou conserver et investir chez eux ce surplus.

Les économistes conventionnels ignorent le problème, ayant fait l'hypothèse (qui n'est qu'un non sens) que la « mondialisation » ayant supprimé les Nations, les grandeurs économiques (épargne et investissement) ne peuvent plus être gérées « aux niveaux nationaux ». Il s'agit là d'un raisonnement tautologique qui implique dans ses

prémises mêmes les conclusions auxquelles on souhaite parvenir : justifier et accepter le financement du déficit des Etats Unis par les autres puisque, au niveau mondial, on retrouve bien l'égalité épargne-investissement !

Pourquoi donc une telle ineptie est-elle acceptée ? Sans doute les équipes « d'économistes-savants » qui encerclent les classes politiques européennes (et autres, russes et chinoises) de droite comme de la gauche électorale sont-elles elles mêmes victimes de leur aliénation économiciste, de ce que j'appelle le « virus libéral ». Au delà, à travers cette option s'exprime en fait le jugement politique du grand capital transnationalisé qui considère que les avantages procurés par la gestion du système mondialisé par les Etats Unis pour le compte de l'impérialisme collectif l'emportent sur ses inconvénients : le tribut qu'il faut payer à Washington pour en assurer la permanence. Car il s'agit bien là d'un tribut et non d'un « placement » de bonne rentabilité garantie. Il y a des pays qualifiés de « pays pauvres endettés » qui sont toujours contraints d'assurer le service de leur dette quelqu'en soit le prix. Mais il y a aussi un « pays puissant endetté » qui dispose des moyens qui lui permettront de dévaloriser sa dette s'il le juge nécessaire.

L'autre option consisterait donc pour l'Europe (et le reste du monde) à mettre un terme à la transfusion en faveur des Etats Unis. Le surplus pourrait alors être utilisé sur place (en Europe) et relancer l'économie. Car la transfusion exige la soumission des Européens à des politiques « déflationnistes » (terme impropre du langage de l'économie conventionnelle) – je dirai « stagnationnistes » - de manière à dégager un surplus d'épargne exportable. Elle fait dépendre une reprise en Europe – toujours médiocre - de celle – soutenue artificiellement – des Etats Unis. En sens inverse la mobilisation de ce surplus pour des emplois locaux en Europe permettrait de relancer simultanément la consommation (par la reconstruction de la dimension sociale de la gestion économique dévastée par le virus libéral), l'investissement – et particulier dans les technologies nouvelles (et financer leurs recherches), voire la dépense militaire (mettant un terme aux « avantages » des Etats Unis dans ce domaine). L'option en faveur de cette réponse au défi implique un rééquilibrage des rapports sociaux en faveur des classes travailleuses. Conflits des Nations et luttes sociales s'articulent de cette manière. En d'autres termes le contraste Etats Unis/Europe n'oppose pas fondamentalement les intérêts des segments dominants du capital des différents partenaires.

L'option néo-libérale de l'Europe, renforcée par la gestion de sa monnaie commune (l'Euro) prétendue « apolitique », constitue un handicap majeur pour toute stratégie qui viserait à faire sortir le continent de la stagnation. Cette gestion monétaire absurde convient parfaitement à Washington, dont la monnaie (le dollar) est gérée d'une toute autre manière (qui n'a rien à voir avec les dogmes néo-libéraux !), parfaitement politique ! Joint au contrôle éventuel exclusif de Washington sur les ressources pétrolières du globe, cette gestion garantit que ce que j'appelle l'étalon dollar/pétrole (oil dollar standard) demeure le seul instrument monétaire international en dernière instance, reléguant l'Euro au statut de monnaie régionale subalterne.

Le conflit politique qui pourrait opposer l'Europe (ou tout au moins certains des pays importants du continent) aux Etats-Unis ne résulte pas de divergences fondamentales à travers lesquelles s'exprimerait le conflit d'intérêts capitalistes dominants. Je le situe ailleurs dans le conflit de ce qu'on peut appeler les « intérêts nationaux » et dans

l'héritage de cultures politiques profondément différentes, sur lesquelles je me suis exprimé ailleurs.

- *Concernant les questions de théorie que les réflexions précédentes suggèrent*

La complicité-concurrence entre les partenaires de l'impérialisme collectif pour le contrôle du Sud – le pillage de ses ressources naturelles et la soumission de ses peuples – peut être analysée à partir d'angles de visions différentes. Je ferai, à cet égard, trois observations qui me paraissent majeures.

Première observation : le système mondial contemporain, celui que je qualifie d'impérialisme collectif, n'est pas « moins » impérialiste que les précédents. Il n'est pas un « Empire » de nature « post capitaliste ». J'ai proposé ailleurs une critique des formulations idéologiques de « déguisement » qui alimentent le discours dominant de « l'air du temps ».

Il s'agit en particulier des thèses dites « post modernistes » qui ne proposent rien de moins que de renoncer à agir pour transformer le monde, et invitent à se contenter de s'ajuster au jour le jour aux transformations du capitalisme et à leurs exigences. Hardt et Negri ont repris cette thèse du libéralisme américain de toujours, dans l'espoir – naïf dans la meilleure des hypothèses – que le monde pourrait se transformer par lui-même pour le meilleur.

Seconde observation : j'ai proposé une lecture de l'histoire du capitalisme, mondialisé dès l'origine, axée sur la distinction entre les différentes phases de l'impérialisme (des rapports centres/périphéries). Il existe bien entendu d'autres lectures de cette même histoire, notamment celle qui s'articule autour de la « succession des hégémonies ». J'ai quelques réserves à l'égard de cette dernière lecture.

D'abord et pour l'essentiel parce qu'elle est « occidentalocentrique » dans ce sens qu'elle considère que les transformations qui opèrent au cœur du système, dans ses centres, commandent d'une manière décisive – et presque'exclusive – l'évolution globale du système. Je crois que les réactions des peuples des périphéries au déploiement impérialiste ne doivent pas être sous estimées. Car elles ont provoqué ne serait-ce que l'indépendance des Amériques, les grandes révolutions faites au nom du socialisme (Russie, Chine), la reconquête de l'indépendance par les pays asiatiques et africains, et je ne crois pas qu'on puisse rendre compte de l'histoire du capitalisme mondial sans tenir compte des « ajustements » que ces transformations ont imposé au capitalisme central lui même.

Ensuite parce que l'histoire de l'impérialisme me paraît davantage avoir été faite à travers le conflit des impérialismes que par le type « d'ordre » que des hégémonies successives auraient imposé. Les périodes « d'hégémonie » apparente ont toujours été fort brèves et l'hégémonie en question très relative.

Troisième observation : mondialisation n'est pas synonyme « d'unification » du système économique par « l'ouverture dérégulée des marchés ». Cette dernière – dans ses formes historiques successives (« la liberté du commerce » hier, la « liberté d'entreprise » aujourd'hui) n'a jamais constitué que le projet du capital dominant. Dans la réalité ce projet a presque toujours été contraint de s'ajuster à des exigences qui ne

relèvent pas de sa logique interne exclusive et propre. Il n'a donc jamais pu être mis en œuvre autrement que dans des moments brefs de l'histoire. Le « libre échange » promu par la puissance industrielle majeure de son époque – la Grande Bretagne – n'a été effectif que pendant deux décennies (1860-1880) auxquels a succédé un siècle (de 1880 à 1980) caractérisé à la fois par le conflit des impérialistes et par la déconnexion forte des pays dits socialistes (à partir de la révolution russe de 1917, puis de celle de la Chine) et plus modeste des pays de nationalisme populiste (l'ère de Bandung pour l'Asie et l'Afrique de 1955 à 1975). Le moment actuel de réunification du marché mondial (la « libre entreprise ») inauguré par le néo-libéralisme à partir de 1980 a étendu à l'ensemble de la planète avec l'effondrement soviétique, n'est probablement pas appelé à connaître un sort meilleur. Le chaos qu'il génère – terme par lequel j' ai qualifié ce système dès 1990 - témoigne de son caractère « d'utopie permanente du capital ».

5. Les sables mouvants du projet européen

Tous les gouvernements des Etats européens sont jusqu'à présent ralliés aux thèses du libéralisme. Ce ralliement ne signifie donc rien de moins que l'effacement du projet européen, sa double dilution économique (les avantages de l'union économique européenne se dissolvent dans la mondialisation économique) et politique (l'autonomie politique et militaire européenne disparaît). Il n'y a pas, à l'heure actuelle, de projet européen. On lui a substitué un projet nord atlantique (ou éventuellement de la Triade) sous commandement américain.

Les guerres « made in USA » ont certainement réveillé les opinions publiques – partout en Europe contre la dernière en date, celle d'Irak – et même certains gouvernements, en premier lieu celui de la France, mais aussi ceux de l'Allemagne, de la Russie et au delà de la Chine. Il reste que ces mêmes gouvernements n'ont pas remis en cause leur fidèle alignement sur les exigences du libéralisme. Cette contradiction majeure devra être surmontée d'une manière ou d'une autre, soit par la soumission aux exigences de Washington, soit par une véritable rupture mettant un terme à l'atlantisme.

La conclusion politique majeure que je tire de cette analyse est que l'Europe ne peut pas sortir de l'atlantisme tant que les alliances politiques qui définissent les blocs au pouvoir resteront centrés sur le capital transnational dominant. C'est seulement si les luttes sociales et politiques parviennent à modifier le contenu de ces blocs et à imposer de nouveaux compromis historiques entre le capital et le travail qu'alors l'Europe pourra prendre quelques distances à l'égard de Washington, permettant le renouveau d'un projet européen éventuel. Dans ces conditions l'Europe pourrait – devrait même – également s'engager sur le plan international, dans ses relations avec l'Est et le Sud, sur un autre chemin que celui tracé par les exigences exclusives de l'impérialisme collectif, amorçant ainsi sa participation à la longue marche « au delà du capitalisme ». Autrement dit l'Europe sera de gauche (le terme de gauche étant pris ici au sérieux) ou ne sera pas.

Concilier le ralliement au libéralisme et l'affirmation d'une autonomie politique de l'Europe ou des Etats qui la constituent demeure l'objectif de certaines fractions des classes politiques européennes soucieuses de préserver les positions exclusives du grand capital. Pourront-elles y parvenir ? J'en doute fort.

En contrepoint les classes populaires en Europe, ici ou là tout au moins, seront-elles capables de surmonter la crise qui les frappe ? Je le crois possible, précisément pour les raisons qui font que la culture politique de certains pays européens au moins, différente de celle des Etats Unis, pourrait produire cette renaissance de la gauche. La condition est évidemment que celle-ci se libère du virus du libéralisme.

Le « projet européen » est né comme le volet européen du projet atlantiste des Etats Unis, conçu au lendemain de la seconde guerre mondiale, dans l'esprit de la « guerre froide » mise en œuvre par Washington, projet auquel les bourgeoisies européennes – à la fois affaiblies et craintives à l'égard de leurs propres classes ouvrières – ont adhéré pratiquement sans conditions.

Cependant le déploiement lui même de ce projet – fut-il d'origine douteuse – a progressivement modifié des données importantes du problème et des défis. L'Europe de l'Ouest est parvenue à « rattraper » son retard économique et technologique par rapport aux Etats Unis, ou en a les moyens. Par ailleurs « l'ennemi soviétique » n'est plus. D'autre part le déploiement du projet a gommé les adversités principales et violentes qui avaient marqué un siècle et demi l'histoire européenne : les trois pays majeurs du continent – la France, l'Allemagne et la Russie – sont réconciliés. Toutes ces évolutions sont, à mon avis, positives et riches d'un potentiel encore plus positif. Certes ce déploiement s'est inscrit sur des bases économiques inspirées par les principes du libéralisme, mais d'un libéralisme qui a été tempéré jusqu'aux années 1980 par la dimension sociale prise en compte par et à travers le « compromis historique social démocrate » contraignant le capital à s'ajuster à la demande de justice sociale exprimée par les classes travailleuses. Depuis le déploiement se poursuit dans un cadre social nouveau inspiré par le libéralisme « à l'américaine », anti social.

Ce dernier virage a plongé les sociétés européennes dans une crise multidimensionnelle. D'abord, il y a la crise économique tout court, immanente à l'option libérale. Une crise aggravée par l'alignement des pays de l'Europe sur les exigences économiques du leader nord américain, l'Europe consentant jusqu'ici à financer le déficit de ce dernier, au détriment de ses intérêts propres. Ensuite il y a une crise sociale qui s'accroît par la montée des résistances et des luttes des classes populaires contre les conséquences fatales de l'option libérale. Enfin, il y a l'amorce d'une crise politique – le refus de s'aligner, sans conditions tout au moins, sur l'option des Etats Unis : la guerre sans fin contre le Sud.

Comment les peuples et les Etats européens font-ils et feront-ils face à ce triple défi ?

Les européanistes de principe se partagent en trois ensembles passablement différents :

- Ceux qui défendent l'option libérale et acceptent le leadership des Etats Unis, à peu près sans conditions.
- Ceux qui défendent l'option libérale mais souhaiteraient une Europe politique indépendante, sortie de l'alignement américain.
- Ceux qui souhaiteraient (et luttent pour) une « Europe sociale » c'est à dire un capitalisme tempéré par un nouveau compromis social capital/travail opérant à l'échelle européenne, et simultanément une Europe politique pratiquant « d'autres relations » (sous entendu amicales, démocratiques et pacifiques) avec le Sud, la Russie et la Chine. L'opinion publique générale dans toute l'Europe a exprimé, au Forum Social Européen

(Florence 2002 et Paris 2003) comme à l'occasion de la guerre d'Irak sa sympathie pour cette position de principe.

Il y a certes, en outre, des « non européens » au sens qu'ils ne pensent pas l'une quelconque des trois options des pro-européens souhaitable, ou même possible. Ceux là sont encore, pour le moment, fortement minoritaires, mais certainement appelés à se renforcer. Se renforcer d'ailleurs à travers l'une de deux options fondamentalement différentes :

- une option « populiste » de droite, refusant la progression de pouvoirs politiques – et peut être économiques – supra nationaux, à l'exception évidemment de ceux du capital transnational !
- une option populaire de gauche, nationale, citoyenne, démocratique et sociale.

Sur quelles forces s'appuie chacune de ces tendances et quelles sont leurs chances respectives ?

Le capital dominant est libéral, par nature. De ce fait il est porté, logique avec lui même, à soutenir la première des trois options. Tony Blair représente l'expression la plus cohérente de ce que j'ai qualifié « d'impérialisme collectif de la triade ». La classe politique ralliée derrière la bannière étoilée est disposée, si nécessaire, à « sacrifier le projet européen » - ou tout au moins à dissiper toute illusion à son sujet – en le maintenant dans le carcan de ses origines : être le volet européen du projet atlantiste. Mais Bush, comme Hitler, ne conçoit pas d'alliés autres que des subordonnés alignés sans conditions. C'est la raison pour laquelle des segments importants de la classe politique, y compris de droite – et bien que ceux-ci soient en principe des défenseurs des intérêts du capital dominant – refusent de s'aligner sur les Etats Unis comme hier sur Hitler. S'il y a un Churchill possible en Europe ce serait Chirac. Le sera-t-il ?

La stratégie du capital dominant peut s'accommoder d'un « anti-européanisme de droite », lequel se contentera alors de rhétoriques nationalistes démagogiques (mobilisant par exemple le thème des immigrés – du Sud bien entendu) tandis qu'il se soumettra en fait aux exigences d'un libéralisme non spécifiquement « européen », mais mondialisé. Aznar et Berlusconi constituent des prototypes de ces alliés de Washington. Les classes politiques serviles de l'Europe de l'Est également.

De ce fait je crois la seconde option difficile à tenir. Elle est cependant celle des gouvernements européens majeurs – la France et l'Allemagne. Exprime-t-elle les ambitions d'un capital suffisamment puissant pour être capable de s'émanciper de la tutelle des Etats Unis ? Question à laquelle je n'ai pas de réponse –. Possible, mais intuitivement je dirais peu probable.

Cette option est néanmoins celle d'alliés face à l'adversaire nord américain qui constitue l'ennemi principal de toute l'humanité. Je dis bien d'alliés parce que je suis persuadé que, s'ils persistent dans leur option, ils seront amenés à sortir de la soumission à la logique du projet unilatéral du capital (le libéralisme) et à chercher des alliances à gauche (les seules qui puissent donner force à leur projet d'indépendance vis à vis de Washington). L'alliance entre les ensembles deux et trois n'est pas impossible. Tout comme le fut la grande alliance anti-nazie.

Si cette alliance prend forme, alors devra-t-elle et pourra-t-elle opérer exclusivement dans le cadre européen, tous les européanistes étant incapables de renoncer à la priorité donnée à ce cadre ? Je ne le crois pas, parce que ce cadre, tel qu'il est et restera, ne favorise systématiquement que l'option du premier groupe pro-américain. Faudra-t-il alors faire éclater l'Europe et renoncer définitivement à son projet ?

Je ne le crois pas non plus nécessaire, ni même souhaitable. Une autre stratégie est possible : celle de laisser le projet européen « figé », pour un temps, à son stade actuel de développement, et de développer parallèlement d'autres axes d'alliances.

Je donnerais ici une toute première priorité à la construction d'une alliance politique et stratégique Paris-Berlin-Moscou- prolongée jusqu'à Pékin et Delhi si possible. Je dis bien politique ayant l'objectif de redonner au pluralisme international et à l'ONU toutes leurs fonctions. Et stratégique : construire ensemble des forces militaires à la hauteur du défi américain. Ces trois ou quatre puissances en ont tous les moyens, technologiques et financiers, renforcés par leurs traditions de capacités militaires devant lesquelles les Etats Unis font pâle figure. Le défi américain et ses ambitions criminelles l'imposent. Mais ces ambitions sont démesurées. Il faut le prouver. Constituer un front anti-hégémoniste est aujourd'hui, comme hier constituer une alliance anti-nazie, la toute première priorité.

Cette stratégie réconcilierait les « pro-européens » des groupes deux et trois et les « non européens » de gauche. Elle créerait donc des conditions favorables à la reprise plus tard d'un projet européen, intégrant même probablement une Grande Bretagne libérée de sa soumission aux Etats Unis et une Europe de l'Est débarrassé de sa culture servile. Soyons patients, cela prendra beaucoup de temps.

Il n'y aura aucun progrès possible d'un quelconque projet européen tant que la stratégie des Etats Unis n'aura pas été mise en déroute.

6. L'Asie émergente : remise en question de l'ordre impérialiste ?

- L'Asie des Moussons (Chine, Corée du Sud-est, Inde) rassemble la moitié de la population de la planète. De ce fait on ne peut penser un « autre monde » (ou une « autre mondialisation ») sans qu'une « autre Asie » y trouve sa place. Or le système encore en place n'est pas seulement capitaliste, il est impérialiste et l'Asie y occupe des positions de périphéries dominées.

Les discours dominants prétendent précisément que cet héritage est en voie d'être dépassé par l'Asie qui « rattrape son retard » en s'affirmant au sein du système capitaliste, et non pas en rompant avec celui-ci et les apparences confortent bien cette vision de l'avenir. En effet au cours du dernier quart de siècle cette Asie a enregistré des taux de croissance économique remarquables, au moment même où tout le reste du monde s'enfonçait dans la stagnation. Dans les autres régions périphériques du système en place les ravages des « politiques d'ajustement structurel » imposées avec la violence qu'on connaît en Amérique latine et en Afrique n'ont pas seulement, en termes de répartition sociale du revenu mais encore dans ceux concernant les niveaux de participation au marché mondial. En Asie les « ajustements » à la conjoncture globale nouvelle, s'ils ont comporté des évolutions sociales déplorables, n'en ont pas moins été associés à une progression remarquable de la participation des pays en

question aux « marchés mondiaux ». Une projection linéaire (mais il s'agit là d'une méthode dangereuse, presque toujours trompeuse) permettrait de conclure qu'on se dirige vers un renouveau du système capitaliste mondialisé mieux « équilibré » 'ou moins déséquilibré) en faveur de l'Asie. Un capitalisme qui perdrait de ce fait son caractère impérialiste du moins en ce qui concerne l'Asie de l'Est et du Sud sinon le reste du tiers monde. Ajoutons également que, de surcroît la région dispose désormais de capacités militaires importantes en voie de modernisation et que la Chine et l'Inde sont devenues des puissances nucléaires.

L'avenir « certain » que cette évolution traduirait est celui d'un monde multipolaire, organisé autour au moins de quatre pôles de puissance (économique et militaire) équivalente, au moins potentiellement : les Etats-Unis, l'Europe, le Japon, la Chine. Et peut être même autour de six pôles si l'on ajoute aux précédents la Russie et l'Inde. L'ensemble de ces pôles et des pays et régions qui leur sont directement associés (le Canada, l'Europe de l'Est, l'Asie du Sud-est, la Corée) rassemblent la grande majorité des peuples de la Planète. Ce système multipolaire se distinguerait de ce fait des formes successives du déploiement de l'impérialisme multipolaire (jusqu'en 1945) puis monopolaire (avec la constitution de l'impérialisme collectif de la triade) qui ne rassemblaient qu'une minorité des peuples du monde.

- En dépit de la rigueur apparente de l'enchaînement des déductions et de la base factuelle solide de départ, l'analyse sur laquelle repose ce raisonnement me paraît courte, pour de nombreuses raisons, au moins deux principales.

En premier lieu la précision ne tient pas compte des politiques que Washington entend déployer pour mettre en échec le projet chinois. Et comme de surcroît l'Europe n'est pas encore parvenue à imaginer qu'elle puisse rompre avec l'atlantisme qui la situe dans le sillage des Etats-Unis, et que pour des raisons analogues et/ou particulières le Japon demeure différent à l'égard de son protecteur d'outre Pacifique, les jours de l'impérialisme collectif de la triade sont encore loin d'être comptés.

En second lieu la mesure du « succès » par les seuls taux de croissance de l'économie demeure trompeuse et la validité de sa projection au-delà de quelques années douteuses. La poursuite éventuelle de la croissance en Asie dépend de nombreux facteurs internes et externes qui s'articulent de manières diverses selon d'une part les modèles stratégiques de modernisation sociale choisies par les classes dominantes locales et d'autre part les réactions de l'extérieure c'est-à-dire des puissances impérialistes qui constituent la triade). Une croissance soutenue, de longue haleine, capable d'améliorer d'une manière sensible – et ressentie comme telle – les niveaux de vie encore très bas des peuples asiatiques, garante par là même du maintien de la solidarité nationale (héritage positif de la Révolution en Chine et au Viet Nam) ou capable de la construire ailleurs (en Inde et en Asie du Sud-est), exige une cohérence planifiée des choix économiques et des moyens politiques ? Celle-ci ne peut pas être le produit spontané des modèles mis en œuvre dans le moment actuel, largement influencés par la dogmatique du capitalisme, de surcroît libéral. Ajoutons que la croissance envisagée exigerait un accroissement considérable de la consommation d'énergie (et de pétrole en particulier). Au-delà de ce que représenterait une évolution de ce genre du point de vue de l'équilibre écologique de la Planète le conflit avec les pays de la triade impérialiste bénéficiaires exclusifs jusqu'ici de l'ensemble des ressources de la Planète est de ce fait appelé à s'aiguiser.

Une analyse concrète de ces interactions facteurs internes/facteurs externes s'impose. Et celle-ci doit être conduite aux différents plans nationaux du fait que les structures sociales et les héritages historiques sont tout sauf analogues d'un pays à l'autre. Cette analyse permettra de préciser les conditions du « succès » éventuel des différentes voies qui pourraient être empruntées et par là même de répondre à la question fondamentale qui est la nôtre : le « rattrapage » (ou toute autre forme alternative de modernisation) est-il possible dans un cadre défini pour l'essentiel par les logiques de l'accumulation capitaliste ?

- Le discours dominant attribue le succès (en termes de taux de croissance économique) de la Chine post maoïste aux seules vertus du marché et de l'ouverture extérieure. Ce discours non seulement simplifie outrageusement l'analyse de la réalité de la Chine maoïste et post maoïste, mais encore ignore délibérément les problèmes posés par l'option capitaliste.

Durant les trois décennies du maoïsme (1950 à 1980) la Chine avait déjà enregistré une croissance exceptionnelle à des taux doubles de ceux de l'Inde ou d'une quelconque grande région du tiers monde. Cela étant les performances des deux dernières décennies du siècle apparaissent encore plus extraordinaires. Aucune grande région du monde n'a jamais fait mieux dans l'histoire.

Ce qu'il faut néanmoins rappeler avec force ici, c'est que ces réalisations sans pareilles n'auraient pas été possibles en l'absence des bases économiques, politiques et sociales construites au cours de la période précédente. L'accélération du développement a été accompagnée par un bond en avant des taux de croissance de la consommation. Autrement dit tandis que dans la période maoïste la priorité était donnée à la construction d'une base solide à long terme, la nouvelle politique économique a mis l'accent sur l'amélioration immédiate de la consommation rendue possible par l'effort précédent. Que la distorsion en faveur de la construction des bases à long terme ait caractérisé les décennies maoïstes n'est pas une hypothèse absurde. Mais en sens inverse l'accent placé sur les industries légères et les services à partir de 1980 ne peut durer indéfiniment, car la Chine en est encore à un stade qui exige l'expansion de ses industries de base.

« Marché » est l'un des termes passe partout des réformes depuis 1980. L'autre terme est « ouverture ». La question de l'ouverture, c'est à dire de la participation d'un pays quelconque (la Chine en l'occurrence) à la division internationale du travail et à tous les autres aspects de la mondialisation économique (le recours au capital étranger, l'importation de technologies, l'adhésion aux institutions de la gestion de l'économie mondiale), voire idéologiques et culturels, ne peut être réglée dans les termes polémiques extrêmes – ouverture ou fermeture ! – dans lesquels les défenseurs dogmatiques du néolibéralisme triomphant tentent d'enfermer le débat. Se laisser prendre à ce jeu truqué c'est à coup sûr se placer dans une position qui rend impossible la discussion sérieuse des options véritables qui s'offrent à toute société localisée géographiquement sur la planète.

Il faut néanmoins savoir gérer ces relations et être capable même d'en tirer profit . Car pour accélérer le développement qui implique une certaine dose de rattrapage en tout état de cause, il faut emprunter des technologies plus avancées (on ne va quand même

pas réinventer la roue !) donc des équipements (qu'on peut importer) ; et il faut les payer par des exportations. Ce qu'on peut offrir sur le marché mondial, c'est évidemment, à ce stade, des produits qui bénéficient de « l'avantage comparatif » de leur forte intensité en travail. Mais il faut savoir alors que dans ce commerce inégal on est exploité et qu'on accepte cette situation – provisoirement – faute d'alternative. Il s'agit donc de planifier d'abord les besoins minimaux en importations qui permettent de maximiser la croissance économique puis d'en déduire le type et le volume d'exportations nécessaires pour couvrir ces besoins. Ce minimum d'exportation nécessaires – et non le maximum du possible – n'est pas nul. Et il était devenu très certainement largement supérieur à ce qu'était son volume en 1980. Que la réforme se soit donc proposée, dans un premier temps, de relever le défi et pour cela de donner une certaine priorité aux industries exportatrices potentielles capables d'y répondre le plus vite n'est pas absurde.

Le danger apparaît lorsque le succès de cette option inspire un renversement de l'ordre des enchaînements qui commandent la logique de la stratégie d'un développement digne de ce nom. Celle-ci implique la soumission des objectifs quantitatifs du commerce extérieur aux exigences du déploiement du projet de développement qui assure le renforcement de la solidarité sociale à l'intérieur et partant la capacité de s'imposer à l'extérieur avec le maximum d'autonomie. La dogmatique libérale propose exactement le contraire, c'est à dire l'inscription maximale dans la division internationale du travail fondée sur la priorité donnée à l'expansion des activités pour lesquelles le pays « bénéficie » de l'avantage comparatif de sa main d'œuvre abondante. La première option est celle que j'ai qualifiée de « déconnexion », qui veut dire refus de la soumission à la logique dominante du système capitaliste mondial et non pas autarcie ; la seconde est celle de l'ajustement toujours passif en réalité (même lorsqu'on le qualifie « d'insertion active ») aux exigences de l'intégration au système mondial.

La question centrale est la suivante : la Chine évolue-t-elle vers une forme stabilisée de capitalisme ? Où demeure-t-elle dans la perspective possible d'une transition au socialisme ? Je ne pose pas cette question en termes de « prévisions » du plus probable. Je la pose dans de tous autres termes : quelles sont les contradictions et les luttes qui ont pour théâtre la Chine contemporaine ? Quelles sont les forces et les faiblesses de la voie adoptée (au demeurant largement capitaliste) ? Quelles sont les atouts des forces anti-capitalistes (socialistes au moins potentiellement) ? A quelles conditions la voie capitaliste peut-elle triompher, et quelle forme de capitalisme plus ou moins stabilisé pourrait-elle produire ? A quelles conditions le moment actuel pourrait s'infléchir dans des directions qui en feraient une étape (longue) dans la transition (encore plus longue) vers le socialisme ?

On doit juger les forces politiques par ce qu'elles font et non par ce qu'elles disent. Le projet réel de la classe dirigeante chinoise est de nature capitaliste, et le « socialisme de marché » devient un raccourci permettant de mettre en place progressivement les structures et les institutions fondamentales du capitalisme, en réduisant au maximum les frottements et les peines de la transition au capitalisme.

La question est alors de savoir si elle peut parvenir à ses fins et quelles pourraient être alors les caractères (spécifiques ou non) du capitalisme chinois en construction, et en particulier son degré éventuel de stabilité.

La structure, nature, forme de la construction capitaliste, son degré de stabilité, sont les produits des « compromis historiques », des alliances sociales définissant les blocs hégémoniques qui se succèdent au fur et à mesure de la construction du système. La spécificité de chacune des voies historiques (l'anglaise, la française, l'allemande, l'américaine ...) définies par ces successions a produit à son tour les particularités éventuelles des formes contemporaines propres à chacune des sociétés capitalistes en question. C'est parce que ces cheminements – différents – ont été conduits avec succès que le capitalisme dans les pays du centre du système mondial est « stabilisé » (ce qui n'est pas synonyme « d'éternel » !).

Quelles sont les possibilités offertes à la voie capitaliste dans la Chine d'aujourd'hui ? Des alliances entre les pouvoirs de l'Etat, la nouvelle classe de « grands capitalistes privés » (jusqu'à ce jour constituée principalement des Chinois de l'extérieur, mais sans qu'on puisse exclure l'émergence d'une classe analogue de Chinois de l'intérieur), les paysans des zones enrichies par les débouchés que leur offrent les marchés urbains, les classes moyennes en plein essor, ne sont pas difficiles à imaginer, elles sont déjà en place. Mais il reste que ce bloc hégémonique – potentiel encore plus que réel – exclut la grande majorité des ouvriers et des paysans. Toute analogie avec les alliances historiques construites par certaines bourgeoisies européennes avec la paysannerie (contre la classe ouvrière), puis, par la suite le compromis historique capital travail de la social-démocratie, demeure donc artificielle et fragile.

Cette faiblesse d'un bloc hégémonique pro capitaliste en Chine est à l'origine du problème difficile de la gestion politique du système. Je laisse aux idéologues propagandistes américains vulgaires le soin de placer un signe d'égalité entre marché et démocratie. Le capitalisme fonctionne, dans certaines conditions, en parallèle avec une pratique politique d'une forme démocratique donnée, pour autant qu'il parvienne à en contrôler l'usage et à en éviter les « dérives » (anti-capitalistes) que la démocratie comporte fatalement. Lorsqu'il en est incapable, le capitalisme se passe tout simplement de démocratie et ne s'en porte pas plus mal.

Les possibilités économiques de la voie capitaliste en Chine et l'éventail des formes de sa gestion politique qui leur sont associées, dépendent aussi – en partie tout au moins – des conditions de l'insertion de ce capitalisme dans le système capitaliste mondial d'aujourd'hui et de demain. Il ne s'agit pas seulement ici des aspects économiques de cette insertion. Les dimensions géopolitiques du problème ne sont pas moins importantes. Et comme on le sait, sur ce plan, les Etats Unis ont proclamé par les voix de Bush père, Clinton et Bush fils qu'ils ne toléreront pas l'émergence d'une nouvelle puissance chinoise, fut-elle capitaliste.

Aussi important, sinon davantage, est donc le contraste qui oppose l'ensemble des capitalismes périphériques (eux mêmes divers dans l'espace et le temps) à ceux des centres. Un contraste dont la forme s'est transformée d'une étape à l'autre de l'expansion du capitalisme mondial toujours impérialiste (au sens de polarisant), mais qui s'est toujours approfondi. L'avenir n'est pas, sur ce plan, différent du passé et du présent, la polarisation étant immanente au capitalisme. Je ne reviendrai pas ici sur les formes nouvelles en construction du contraste centre/périphéries, fondées sur les nouveaux monopoles articulés des centres (technologie, accès aux ressources naturelles, communications et information, contrôle du système financier mondial,

armements de destruction massive) se substituant au monopole simple de l'industrie des époques antérieures. Dans ce sens la qualification de « pays émergents » relève de la farce idéologique ; il s'agit de pays qui, loin de « rattraper », construisent le capitalisme périphérique de demain. La Chine ne fait pas exception.

En contrepoint de ce modèle correspondant à une nouvelle étape du déploiement du capitalisme dans un cadre toujours impérialiste, la route en direction de l'alternative socialiste sera longue, plus longue (et différente) de celles imaginées par les IIe et IIIe Internationales. Et dans cette perspective un « socialisme de marché » pourrait en constituer une première phase. Mais il y a des conditions pour qu'il en soit ainsi, que je formulerai dans trois propositions.

La première est que des formes de propriété collective soient créées, maintenues et renforcées au cours de tout le processus d'avancée sociale. Ces formes peuvent, et doivent même, être multiples : relever de l'Etat, des collectivités régionales, de collectifs de travailleurs ou de citoyens. Mais pour qu'elles puissent opérer avec toutes les responsabilités que le respect de l'échange marchand exige il leur faut être conçues comme des formes de propriété authentique (fusse-t-elle non privée), non comme des expressions de pouvoirs mal définis. Je n'accepte pas, à ce propos, la simplification à la mode – inventée par von Mises et von Hayek – qui confond propriété et propriété privée. Cette réduction/simplification procède de la confusion planification centralisée à la soviétique / socialisme. Les deux adversaires se situaient donc sur un même terrain. Par ailleurs la dominance de la propriété collective n'exclut pas la reconnaissance d'une place octroyée à la propriété privée. Non seulement de la « petite propriété » locale (artisanats, petites et moyennes entreprises, petits commerces et services), mais même peut être de la « grande entreprise », voire d'arrangements avec le grand capital transnationalisé. A condition que le cadre dans lequel ceux-ci sont autorisés à se mouvoir soit clairement défini. Car l'exercice des responsabilités de « propriétaires » (Etat, collectivités et privés) doit être régulé. Cette seconde proposition est formulée ici dans des termes vagues qui ne peuvent être précisés qu'en tenant compte à la fois des exigences concrètes des moments successifs de la transformation et de celles de la perspective plus lointaine de l'objectif socialiste. Autrement dit il faut entendre par régulation la combinaison conflictuelle entre les exigences associées à une accumulation de caractère capitaliste (en dépit du caractère collectif de la propriété) et celles du déploiement progressif des valeurs du socialisme (l'égalité en premier lieu, l'intégration de tous dans le processus de changement, le service public au sens le plus noble du terme).

Ma troisième proposition concerne la démocratie, dont il est évident qu'elle est inséparable du concept d'émancipation. La démocratie est alors non une formule donnée une fois pour toute, qu'il n'y a plus qu'à « appliquer », mais un processus toujours inachevé, ce qui m'a conduit à lui préférer le terme de démocratisation. Celle-ci doit alors savoir combiner, dans des formulations sans cesse plus complexes et riches, les exigences incontournables de leur définition en termes de « procédures » précises (l'Etat de droit dans le langage simplifié) et en termes « substantiels ». J'entends par là la capacité de l'exercice de cette démocratisation à renforcer l'impact des valeurs du socialisme sur les processus de décision à tous les niveaux et dans tous les domaines.

Je situe la question agraire au cœur des défis auxquels la Chine contemporaine est confrontée.

La population de Chine s'élevait en 2000 à 1 200 millions d'habitants dont deux tiers de ruraux (800 millions). Une projection simple à l'horizon 2020 (vingt ans) démontre qu'il serait illusoire, voire dangereux, de croire que l'urbanisation pourra réduire sensiblement le nombre des ruraux, même si elle parvient à en abaisser la proportion.

Une croissance démographique de l'ordre de 1,2 % par an portera la population de la Chine en 2020 à 1 520 millions. Par ailleurs admettons que la Chine parvienne à soutenir une belle croissance de ses industries et des services modernes localisés dans les zones urbaines, au taux de 5 % l'an. Pour y parvenir la modernisation et les exigences de compétitivité imposeront certainement que cette croissance ne soit pas produite exclusivement par un mode d'accumulation extensif (les « mêmes industries et services » qu'à l'heure actuelle, mais en plus grand nombre), mais par un mode partiellement intensif, associé à une forte amélioration de la productivité du travail (à un taux de l'ordre de 2 % l'an). La croissance de l'offre d'emplois urbains serait alors de 3 % l'an, portant le chiffre de la population absorbable en zone urbaine à 720 millions. Ce dernier chiffre inclurait le même volume de population urbaine actuellement réduite soit au chômage, soit à des emplois précaires et informels (et ce volume n'est pas négligeable). Néanmoins leur proportion serait alors fortement réduite (et ce serait déjà un beau résultat). Une simple soustraction montre alors que 800 millions de Chinois – le même nombre qu'aujourd'hui mais dans une proportion réduite de 67 % à 53 % de la population totale – devraient demeurer ruraux. S'ils sont condamnés à émigrer en ville, parce qu'ils n'ont pas accès à la terre, ils ne pourront qu'y grossir une population marginalisée de bidonvilles, comme c'est le cas depuis longtemps dans le tiers monde capitaliste.

Ce problème est loin d'être spécifique à la Chine. Il concerne l'ensemble du tiers monde, c'est à dire 75 % de la population mondiale. La « question agraire », loin d'avoir trouvé sa solution, est plus que jamais au cœur des défis majeurs auxquels l'humanité sera confrontée au XXI^e siècle. Les réponses qui seront données à cette question façonneront d'une manière décisive le cours de l'histoire.

Certes la Chine dispose dans ce domaine d'un atout majeur – l'héritage de sa révolution – qui lui permettrait de produire l'un des « modèles » possibles de ce qu'il faut faire. L'accès à la terre est en effet pour la moitié de l'humanité un droit fondamental, et sa reconnaissance la condition de sa survie. Ce droit, ignoré par le capitalisme, n'est pas même mentionné dans la Charte des Droits de l'ONU ! Mais il est reconnu jusqu'à ce jour en Chine (et au Viet Nam). L'illusion suprême serait qu'en y renonçant, c'est à dire en attribuant à la terre le statut de marchandise comme le suggèrent tous les propagandistes du capitalisme en Chine et ailleurs, on pourrait « accélérer la modernisation ».

La modernisation de l'agriculture est bien l'une des quatre modernisations formulées par Zhou Enlai. Qu'elle s'impose ne signifie nullement que la croissance nécessaire de la production agricole exige qu'on abandonne le droit à la terre de tous au bénéfice de quelques uns. Cette voie donnerait certainement une belle croissance de la production de quelques uns, mais au prix de la stagnation de beaucoup. La moyenne que

représenterait cette croissance pour l'ensemble de la paysannerie restée sur place ou émigrée dans les bidonvilles risquerait fort d'être finalement médiocre à long terme.

Cette réalité n'intéresse pas les défenseurs inconditionnels du capitalisme. L'accumulation et l'enrichissement de quelques est la seule loi qu'il connaisse, l'exclusion des « inutiles », fussent-ils des milliards d'êtres humains, n'est pas son problème. L'histoire de la Chine au cours du dernier demi siècle a démontré qu'une autre voie, visant à engager l'ensemble de la paysannerie dans le processus de la modernisation, (laquelle respecte donc le droit à la terre de tous) peut donner des résultats qui soutiennent favorablement la comparaison avec la voie capitaliste (la comparaison entre la Chine et l'Inde est sur ce plan fort instructive). Choisir cette voie n'est certainement pas choisir celle de la facilité car les stratégies, moyens d'intervention et formes institutionnelles qui peuvent lui donner l'efficacité souhaitable maximale ne peuvent être données une fois pour toute, et être les mêmes partout (en l'occurrence dans l'ensemble des régions de la Chine) et à tous les stades de l'évolution.

Qu'on le veuille ou pas la « question agraire » demeure l'un des axes principaux du défi de la modernisation. Le contraste centres/périphéries est lui même en bonne partie produit et reproduit par le choix de la « voie capitaliste » dont les effets sur les sociétés de la périphérie ont été et continuent à être désastreux. La « voie paysanne », articulée aux autres segments de l'organisation d'une étape « socialiste de marché » constitue la seule réponse de principe adéquate, capable de faire sortir les sociétés du tiers monde de leur « sous-développement », de la misère grandissante qui frappe des milliards d'êtres humains, de l'insignifiance du pouvoir de leurs Etats sur la scène internationale.

L'héritage de la révolution chinoise pèse et continuera à peser d'un poids – positif – considérable.

« La Chine est un pays pauvre où l'on ne voit que peu de pauvres ». La Chine nourrit 22 % de la population mondiale bien qu'elle ne dispose que de 6 % des terres arables de la planète. Le véritable miracle se situe là. En rapporter l'origine principale à l'ancienneté de la civilisation chinoise n'est pas correct. Car s'il est vrai que jusqu'à la révolution industrielle la Chine disposait d'un équipement technologique plus avancé dans l'ensemble que toutes les autres grandes régions du monde, sa situation s'était dégradée pendant un siècle et demi et avait produit le spectacle d'une misère à grande échelle comparable à celle des pays de la périphérie ravagés par l'expansion impérialiste, Inde et autres. La Chine doit son redressement remarquable à sa révolution. A l'autre extrémité de l'éventail des situations créées par l'expansion capitaliste mondiale je situerai le Brésil : « un pays riche où l'on ne voit que des pauvres ».

Peu de pays du tiers monde sont aussi pauvres que la Chine, en termes de rapports population/superficie arable. Seule à ma connaissance le Viet Nam, la Bengla Desh et l'Egypte lui sont comparables. Certaines régions de l'Inde, ou Java, le sont également, mais ni l'Inde, ni l'Indonésie dans leur ensemble. Et pourtant en Inde, en Egypte, au Bengla Desh, comme dans presque toute l'Amérique latine (Cuba excepté) le spectacle d'une misère incommensurable agresse tout observateur de bonne foi. La raison de ce succès de la Chine est sans le moindre doute sa révolution paysanne radicale et l'accès égal à la terre qu'elle a garanti.

La question nationale occupe tout également une place centrale dans les débats chinois et dans les luttes politiques qui opposent les partisans de lignes d'évolution différentes.

La Chine a été victime de l'agression impérialiste ininterrompue des puissances occidentales et du Japon de 1840 à 1949, comme toutes les nations d'Asie et d'Afrique. Ses agresseurs ont su passer des alliances avec les classes dominantes réactionnaires locales – « féodaux » et comprador (le terme même a été forgé par les communistes chinois), seigneurs de la guerre. La guerre de libération conduite par le Parti Communiste a rendu à la Chine sa dignité et reconstruit son unité (la question de Taiwan demeurant seule non solutionnée jusqu'ici). Tous les Chinois savent cela. Néanmoins mon intuition est que ceux des dirigeants du pays qui s'occupent de la gestion économique penchent plutôt à droite vers le libéralisme tandis que ceux qui gèrent le pouvoir politique demeurent lucides sur un point qui, pour moi, est fondamental : ils considèrent généralement l'hégémonisme de Washington comme l'ennemi numéro un de la Chine (comme nation et Etat, pas seulement parce qu'elle est « socialiste »).

Les Chinois ont une conscience forte de la place que leur nation a occupée dans l'histoire. Le déclin de leur nation leur a été insupportable. C'est pourquoi l'intelligentsia chinoise a toujours tourné ses regards vers ceux des « modèles » extérieurs qui, de leur avis, leur permettraient de découvrir ce qu'ils leur fallait faire pour rendre à la Chine sa place dans le monde moderne. Depuis le 4 Mai 1919 ce modèle était soit celui du Japon (dont s'inspirait le Kuo Min Tang) soit celui de la Russie révolutionnaire (qui s'est finalement imposé parce qu'il associait le combat contre l'impérialisme à une transformation sociale révolutionnaire qui engageait tout le peuple). Le Japon en crise, la Russie effondrée, l'Europe elle-même s'employant à imiter les Etats Unis, la Chine risque de ne plus voir la modernité et le progrès qu'à travers le « modèle américain », qui est pourtant celui de leur adversaire comme l'était hier le Japon. La Chine, grande nation, se compare toujours aux plus puissants. Je ne veux pas sous-estimer les dangers gigantesques que ce regard implique. Il nourrit dans la nouvelle génération l'illusion de « l'amitié américaine ». Il contribue à faire oublier l'importance décisive, pour faire reculer l'hégémonisme agressif des Etats Unis, de la reconstruction d'un internationalisme des peuples.

Dans ces conditions l'avenir de la Chine reste incertain. La bataille du socialisme n'y a pas été gagnée. Mais elle n'a pas (encore ?) été perdue. Et à mon avis elle ne le serait que le jour où le système chinois aura renoncé au droit à la terre de tous ses paysans. Jusque là les luttes politiques et sociales peuvent infléchir le cours des évolutions. La classe politique dirigeante s'emploie à maîtriser ces luttes par le seul moyen de sa dictature bureaucratique. Des fragments de cette classe pensent également circonvenir par ce même moyen l'émergence de la bourgeoisie. La bourgeoisie et les classes moyennes dans leur ensemble ne sont pas décidées à se battre pour une démocratie (« à l'américaine »). A l'exception de quelques idéologues, ces classes acceptent sans difficulté le modèle de l'autocratie « à la manière asiatique », pourvu que celle-ci autorise le déploiement de leurs appétits de consommateurs. Les classes populaires se battent sur les terrains de la défense de leurs droits économiques et sociaux. Parviendront-elles à unifier leurs combats, à inventer des formes d'organisation adéquates, à formuler un programme alternatif positif, à définir le contenu et les moyens de la démocratie qui peut le servir ?

C'est pourquoi trois familles de scénarios de l'avenir en construction doivent être envisagés. Ces trois schémas correspondent : (i) au projet impérialiste de démembrement du pays et de compradorisation de ses régions côtières ; (ii) à un projet de développement capitaliste « national » ; et (iii) à un projet de développement national et populaire, associant d'une manière à la fois complémentaire et conflictuelle des logiques capitalistes de marché et des logiques sociales s'inscrivant dans une perspective socialiste à long terme, dont ce projet constituerait une phase, celle à venir dans l'immédiat.

L'option en faveur du marché dérégulé à l'extrême et de l'ouverture maximale – c'est à dire celle des libéraux chinois et étrangers – fait le jeu de la stratégie impérialiste, accentuant les motifs de dépolitisation et d'opposition sourde des classes populaires parallèlement au renforcement de la vulnérabilité extérieure de la nation et de l'Etat chinois. Elle n'est évidemment pas porteuse d'une démocratisation quelconque, mais au contraire de l'affirmation autocratique du pouvoir des classes dirigeantes compradorisées, conformément à un modèle prétendu « asiatique », celui de Singapour, du Kuo Min Tang et d'autres partis – oligarchies du même acabit. De surcroît cette option ne ferait pas sortir la Chine du statut de participant périphérique dominé et subordonné aux logiques de déploiement du nouvel impérialisme de la triade.

Ce qui sépare le second modèle du troisième pourrait paraître difficile à identifier d'une manière précise au premier regard : une maîtrise affirmée des relations extérieures, des modes de redistribution qui maintiennent un niveau acceptable de solidarité sociale et régionale. Mais en fait la différence est de nature et non de degré de puissance des moyens de la politique d'Etat mis en œuvre. Le véritable débat trouve ici son fondement ultime. L'option progressiste ne peut être fondée que sur une priorité donnée à l'expansion du marché interne, sur la base de rapports sociaux régulés de manière à réduire au maximum les inégalités sociales et régionales ; et, en conséquence, la soumission des rapports extérieurs aux exigences de cette logique motrice. L'option qui lui fait contraste prend l'insertion sans cesse approfondie dans le système capitaliste mondial comme moteur principal du développement économique. Cette option est associée d'une manière inévitable à l'aggravation des inégalités régionales est surtout sociales. Exprimé dans ces termes l'alternative ne laisse qu'une marge étroite à une option de « capitalisme national » capable de rattraper à terme le monde capitaliste développé pour faire de la Chine une nouvelle grande puissance, voire superpuissance contraignant celles qui sont en place (les Etats Unis ou la triade Etats Unis – Europe – Japon) à renoncer à leur hégémonisme. Il est peu probable qu'un pouvoir politique quelconque puisse maintenir assez longtemps le cap à l'intérieur de cette marge étroite et donc qu'une stratégie inspirée par cet objectif perspectif puisse éviter de tomber à droite (et finir par se soumettre au plan impérialiste) ou à gauche (évoluer vers le troisième modèle).

En conclusion : l'Empire du chaos et la guerre permanente

- Dans le moment actuel le déploiement du projet américain de contrôle militaire de la planète et de guerre permanente (préventive de préférence) contre tous les récalcitrants et les pays « menaçants » à long terme (la Chine et quelques autres) est seul à occuper toute la scène. Washington conserve toujours l'initiative tandis que les autres pouvoirs – quand ils ne se soumettent pas sans discussion ou même parfois avec

enthousiasme (ce qui est le comportement normal attendu des classes serviles de l'Europe de l'Est et de certains pays du tiers monde) – se satisfont de modestes protestations, ou se résignent au fait accompli.

Le déploiement de ce projet si démentiel et criminel soit-il est appelé à poursuivre, au-delà même d'une défaite éventuelle de la clique des ultras rassemblées par Bush Jr, car il est celui de la majorité de la classe dirigeante des Etats-Unis, démocrates inclus. Or tant que ce projet ne sera pas mis en déroute définitive, toutes les avancées démocratiques et sociales dont les luttes peuvent permettre le succès ici et là demeureront vulnérables et fragiles. Le projet de domination des Etats Unis – l'extension de la doctrine Monroe à la planète entière – est démesuré. Ce projet, que j'ai qualifié pour cette raison d'Empire du chaos dès l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, sera fatalement confronté à la montée des résistances grandissantes des nations de l'ancien monde qui n'accepteront pas de s'y soumettre. Les Etats Unis seront alors appelés à se comporter comme l'« Etat voyou » par excellence, substituant au droit international le recours à la guerre permanente (amorcée au Moyen orient , mais qui vise , au delà , la Russie et l' Asie),glissant sur la pente fasciste (la « loi patriotique » a déjà donné à leur police vis à vis des étrangers – les « aliens » - des pouvoirs similaires à ceux dont la Gestapo avait été dotée).

Pourtant le projet ne bénéficie de la sympathie d'aucun peuple et gêne un certain nombre de pouvoirs dans des pays importants : certes pas en « Europe » (qui n'existe pas), mais en France et en Allemagne, comme en Russie, en Chine et en Inde. Mais les uns et les autres ne lui opposent jusqu'ici aucune stratégie alternative cohérente et puissante, à la hauteur du défi.

Du côté des « peuples » le mouvement dit « altermondialiste » qui en exprime – partiellement – les souhaits, n'a pas encore franchi l'étape de ses premières expressions, en dépit des progrès de la conscience politique et de la participation des classes populaires enregistrés (par exemple un Forum Social Mondial de Mumbai en 2004 par rapport à ceux qui l'ont précédé à Porto Alegre). Il n'est encore parvenu ni à se cristalliser en alternative politique d'ensemble ni à mobiliser les forces sociales populaires majeures – ouvriers et paysans, peuples entiers en résistance contre l'occupant américain – sans la participation desquelles la déroute du projet américain ne peut être achevée.

Ceux des pouvoirs en place qui pourraient refuser l'alignement sur les ambitions de Washington n'ont pas davantage de visions politiques stratégiques alternatives capables de promouvoir leur alliance sur des bases solides. Je dirai que les responsabilités de la France et de l'Allemagne sont probablement majeures sur ce terrain parce les initiatives que ces deux Etats pourraient prendre trouveraient certainement des échos très favorables en Russie, en Chine, en Inde et probablement ailleurs dans le tiers monde et même dans d'autres pays d'Europe. Le soutien au veto au Conseil de Sécurité à la veille de l'invasion de l'Irak en témoigne. Mais partout dans les pays cités les classes dominantes en place à l'heure actuelle demeureront pour le moins qu'on puisse dire hésitantes à heurter de front les intérêts non seulement des Etats-Unis mais ceux de l'impérialisme collectif auquel participent la France et l'Allemagne, et ceux des bourgeoisies de Russie, Chine et de quelques autres pays fussent-elles, dans le meilleur des cas, « nationales » (et de ce fait « nationalistes ») par opposition aux segments compradorisés dominants ailleurs.

Le peuple des Etats-Unis a certainement un rôle à jouer dans cette bataille gigantesque. Mais il est mal préparé à en assumer les responsabilités. Sans doute le courage des intellectuels et d'autres qui, au cœur de la bête, n'hésitent pas à dénoncer les crimes de leur gouvernement, doit-il être salué avec le plus grand respect. Mais cette belle résistance ne doit pas nous faire oublier que la « peur systématique » (de l'étranger en général, du monde entier, toujours soupçonné de « terrorisme » possible) s'est emparée du peuple américain victimes d'une machinerie médiatique face à laquelle il n'est pas outillé pour en déjouer les manœuvres. Les faibles de la culture politique façonnée par l'histoire des Etats-Unis, les illusions de son peuple sur sa « démocratie » - en fait annihilée dans son potentiel de faire progresser l'esprit critique – sont à l'origine de ces déficiences qu'on aurait tort de sous estimer.

- Au-delà, c'est-à-dire lorsque le projet démentiel et criminel de Washington aura été mis en déroute définitive, l'horizon s'éclaircit.

Les mêmes coalitions qui auront assuré le succès des peuples dans cette bataille gigantesque sont par elles mêmes porteuses de potentiels de transformations positives dans toutes les dimensions de la réalité sociale et politique, nationale et mondiale. Elles sont capables de formuler des stratégies adéquates pour promouvoir simultanément l'approfondissement de la démocratie et le progrès social. Elles créeront ainsi les conditions d'avancées en direction de la construction d'un système multipolaire authentique, rassemblant la majorité des peuples de la planète et par là même amorçant un avenir situé à la fois au-delà du capitalisme et de l'impérialisme. Elles démontreront que le capitalisme, parvenu au stade de sénilité, doit et peut être dépassé, ouvrant la voie à la longue transition au socialisme mondial.

Il faut ouvrir les débats sur ces questions dès aujourd'hui, en même temps qu'on organise le combat contre le projet américain. Les avancées dans ces deux directions sont complémentaires et permettront de renforcer le camp des peuples dans tous ses combats à court et à plus long terme. Les organisations plus représentatives de l'altermondialisme, les organisations et partis politiques à vocation « de gauche », celles dans lesquelles se reconnaissent les classes populaires, ouvrières et paysannes (que ces organisations soient celles qui existent déjà sur le terrain et/ou celles que les luttes peuvent conduire à inventer), constituent le tissu des forces sociales et politiques porteuses de l'avenir.

Je ne sous estime pas le rôle des intellectuels engagés dans les propositions que je fais ici. A condition que ceux-ci prennent leurs distances à l'égard des idéologies désarmantes du « post modernisme » mis à la mode, comme de « l'académisme » dans la conduite des analyses et des « visions du futur » qu'ils en déduisent. Car la tentation est grande chez beaucoup de poursuivre des raisonnements prétendus « réalistes » qui sont en réalité plus proches de ceux de la « real-politik » des maîtres du pouvoir que de réponses aux besoins du combat des classes populaires.

J'en prends pour exemple les développements sans fin consacrés à la géométrie des alliances et des conflits internationaux, comme aux successions diverses de nouvelles « hégémonies » possibles. Ces exercices ne sont pas toujours sans intérêt. Ils permettent parfois d'identifier les problèmes ma vus et de localiser les contradictions à venir. Mais ils n'ont véritablement d'intérêt que s'ils sont replacés dans le cadre des débats allant

d'emblée au cœur de la question : comment construire des alternatives efficaces et possibles, ouvrant la voie à la longue transition au-delà du capitalisme et de l'impérialisme.